

# EST & OUEST

BULLETIN DE L'ASSOCIATION  
D'ÉTUDES ET D'INFORMATIONS  
POLITIQUES INTERNATIONALES

**B.E.I.P.I.**

RÉDACTION ET ADMINISTRATION  
86, Bd HAUSSMANN — PARIS-8<sup>e</sup>  
Téléphone : EUROpe 47-08

## SOMMAIRE

<i>Editorial.</i> — La psychose de guerre au service de l'exploitation de l'homme par l'Etat en U.R.S.S. ....	1	Scènes de la vie soviétique : La condition des instituteurs ruraux en U.R.S.S. ....	18
CLAUDE HARMEL. — La politique des effectifs du Parti communiste français. Ses variations, ses méthodes..	4	Régions militaires et grands commandements en U.R.S.S. ....	20
NICOLAS LANG. — Le Congrès constitutif du P.C. du Basutoland.....	12	Une concession au libéralisme économique : Les « marchés ruraux » en Chine populaire.....	21
A. BIRD. — Le travail des « compagnons de route » polonais dans le monde libre.....	13	Temps et travail perdus en Chine....	22
LUCIEN LAURAT. — Moscou, le Marché commun et les sous-développés....	15	Sur les communes populaires (Note bibliographique) .....	23
		Communistes sud-vietnamiens à Moscou .....	24

## La psychose de guerre au service de l'exploitation de l'homme par l'Etat en U. R. S. S.

**M.** Khrouchtchev avait promis — cela commence comme « *La Carmagnole* » — M. Khrouchtchev avait promis de supprimer les impôts individuels et cette promesse avait été présentée au monde, par la propagande, comme un nouveau progrès dans la réalisation de cette forme prétendue « supérieure » de société, la société communiste.

A la vérité, lorsqu'il en avait parlé pour la première fois — c'était au XXI<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, le 27 janvier 1959 — le premier secrétaire l'avait fait sans accents claironnants, avec dans le propos une modestie qui, somme toute, répondait à la modestie de l'opération.

Il avait rappelé qu'alors déjà c'était, et que de plus en plus ce serait, « *les accumulations des entreprises socialistes* » qui permettraient, et permettraient, de « *développer toute l'économie nationale et la culture en Union soviétique* ». Elles allaient bientôt devenir la source presque unique de la « *production socialiste élargie et de l'élevation continue du niveau de vie du peuple* ».

Autrement dit, les bénéfices des entreprises socialistes alimenteraient bientôt suffisam-

ment le budget de fonctionnement et le budget des investissements pour que l'Etat put, sans danger, se passer des impôts payés par les particuliers.

« *Dans ces conditions, avait poursuivi Khrouchtchev, l'existence des impôts prélevés sur la population n'est indispensable ni du point de vue de leur portée de classe, comme cela avait lieu par le passé dans le sens d'une limitation des revenus des éléments capitalistes, ni du point de vue d'assurer des rentrées au budget national de l'U.R.S.S., d'autant plus que l'importance des impôts prélevés sur la population est devenue maintenant insignifiante et n'atteint que 7,8 % des recettes du budget.* »

On serait en droit de contester qu'il n'y ait plus lieu aujourd'hui en U.R.S.S. de limiter par l'impôt les revenus des éléments capitalistes : la « nouvelle classe » jouit, dans la société dite « socialiste », de revenus qui ne sont pas tellement loin des revenus personnels des « capitalistes » par leur volume ni même par leur nature. On peut même penser qu'en décidant de supprimer les impôts sur la population, on pensait à avantager les riches

de la « nouvelle classe » encore plus que les pauvres. Contentons-nous de souligner le ton dont alors usait Khrouchtchev : l'abolition des impôts était peu de chose; elle n'exigerait pas de l'Etat un grand sacrifice.

Son langage était déjà plus glorieux lors du XXII<sup>e</sup> Congrès, en octobre 1961 :

*« Par suite de la suppression graduelle des impôts, les salaires des travailleurs augmentent sensiblement. Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1960, date à laquelle on a commencé à procéder à l'abolition des impôts, cet appoint représentait déjà 360 millions de roubles par an. Après la deuxième étape, inaugurée le 1<sup>er</sup> octobre dernier, les travailleurs bénéficieront de 400 millions de roubles supplémentaires par an. A la fin de l'année 1965, la population n'aura plus d'impôts à acquitter. La suppression des impôts représente une conquête sociale remarquable du peuple soviétique. »*

La poursuite de cette « conquête sociale » est remise à plus tard, comme on sait. Les *Izvestia* ont publié le 25 septembre un décret qui ajourne *sine die* la suppression d'une nouvelle tranche d'impôts personnels. Elle aurait dû intervenir le 1<sup>er</sup> octobre et intéresser les salariés qui gagnent par mois de 60 à 70 roubles, c'est-à-dire de 360 à 420 NF.

Cette décision complète, ou plus exactement confirme, celle du 1<sup>er</sup> juin 1962 qui relevait considérablement les prix à la production et à la consommation des produits de l'élevage. Il s'agissait alors (les dirigeants soviétiques ne l'avaient pas caché) de « rationner par les prix ». La masse des revenus ne serait pas diminuée, les salaires resteraient apparemment les mêmes, mais — par suite de la hausse des prix — leur pouvoir d'achat aurait déchu; la demande serait ainsi ramenée au niveau de l'offre — rapprochée du moins de ce niveau.

On comprend que, survenant dans cette conjoncture, l'abolition de quelque 400 millions de roubles d'impôts au profit des salariés de condition moyenne serait allée à l'encontre des mesures prises quatre mois auparavant. Elle aurait accru la demande au moment où les dirigeants s'emploient à la comprimer. Sans doute, cet accroissement n'aurait-il pas été considérable (moins de 2 roubles par habitant), mais la situation économique est si tendue en U.R.S.S. que M. Khrouchtchev et ses collègues ne tiennent pas à accroître leurs difficultés présentes de celles que provoquerait une diminution, si faible soit-elle, des ressources de l'Etat, un accroissement, si léger soit-il, du pouvoir d'achat de la population.

**APRÈS AVOIR LU  
EST & OUEST  
NE LE DÉTRUISEZ PAS  
ENVOYEZ-LE A UN AMI**

Mieux vaut braver les inconvénients qu'il peut y avoir à ne pas tenir une promesse faite en quelque sorte à la face du monde. Aussi bien, l'expérience a appris aux dirigeants soviétiques que l'opinion, dans le monde libre comme dans le tiers monde, est versatile, oublieuse, et que, d'ailleurs, personne ne se souciera de faire auprès d'elle autant de bruit sur ce recul et ce reniement que la propagande communiste en fit sur la promesse.

Quant à l'opinion intérieure, elle demeure si bien soumise aux réflexes de terreur qui lui furent inculqués sous Staline que les disciples et successeurs du despote sanguinaire n'ont pas à redouter que les mécontentements qui s'expriment çà et là aillent d'ici longtemps au-delà de quelques protestations verbales.

\*\*

La conception léniniste de la dictature exige qu'on ne se contente pas de la force pour imposer quoi que ce soit, et qu'on le fasse accepter par ceux qui le subissent — ou du moins qu'on le tente. Tel est le rôle de l'« agit-prop ».

L'argument que l'on met en avant cette fois, comme au 1<sup>er</sup> juin dernier, est des plus « classiques », ou, pour être plus exact, il est de ceux dont les communistes reprochent à tout propos l'emploi aux gouvernements « capitalistes ». A les en croire, toutes les fois que les hommes d'Etat des pays du monde libre évoquent les dangers d'agression et de guerre pour justifier le maintien ou l'accroissement des dépenses militaires, ils n'obéissent pas vraiment au souci de la défense nationale mais cherchent avant tout à faire accepter par leurs peuples des sacrifices auxquels ceux-ci ne se résigneraient pas s'ils voyaient clairement qu'il ne s'agit que de maintenir les profits de quelques trusts particulièrement puissants.

Or, voici longtemps que les dirigeants soviétiques font usage de la méthode qu'ils reprochent aux hommes d'Etat du monde libre. Et c'est ce qui se produit aujourd'hui. Le texte paru dans les *Izvestia* invoque « la recrudescence des menées agressives de l'impérialisme et la nécessité de renforcer le potentiel défensif de l'Union soviétique » pour justifier la remise à plus tard de l'abolition des impôts. Dans son discours du 2 juin 1962, M. Khrouchtchev avait été encore plus explicite :

*« Nos ennemis, avait-il dit, les ennemis du régime socialiste, auraient souhaité une autre décision (que l'augmentation des prix), une décision qui aurait pu être prise. Qu'aurait-elle donc été? Affecter de gros crédits supplémentaires à l'élevage aux dépens de l'industrie, en comprimant les investissements effectués dans la défense du pays. C'est ce qu'auraient voulu nos ennemis. Mais, camarades, cette décision aurait freiné l'expansion de notre industrie. Elle aurait compromis le potentiel défensif du pays. Nous ne pouvons pas agir ainsi. Pas un communiste, pas un ouvrier conscient, pas un agriculteur con-*

*scient, pas un employé conscient, pas un intellectuel n'aurait accepté, dans les circonstances présentes, de réduire les crédits affectés au renforcement de la défense du pays.»*

A la vérité, ni M. Khrouchtchev ni aucun de ses collègues n'a songé à demander aux paysans, aux ouvriers et aux employés leur avis en la matière. L'eussent-ils fait qu'ils n'auraient pas manqué de déclarer « inconscients » — c'est-à-dire quelque chose de très voisin de criminel — ceux qui se seraient permis d'avoir un autre avis sur le sujet.

M. Khrouchtchev continuait en évoquant ce qu'a coûté la dernière guerre aux peuples soviétiques :

*« Chaque individu, chaque famille sait, chez nous, ce que signifie la guerre. Si la deuxième guerre mondiale a touché presque chaque famille (presque chaque famille a compté un tué ou un blessé), c'est la guerre passée, camarades. Or, maintenant, si nous sommes faibles, les impérialistes peuvent déclencher une nouvelle guerre thermo-nucléaire, qui ferait des millions et des millions de victimes... »*

*« Le Comité central et le gouvernement, placés au pouvoir par la volonté du Parti et du peuple, connaissent l'époque dans laquelle nous vivons, savent combien nos ennemis, les ennemis du communisme, attendent l'occasion de rayer le pays du socialisme de la surface de la terre. Nous leur disons : non, messieurs les impérialistes, vous n'y réussirez jamais ! Pourquoi ? Parce que nous sommes devenus plus forts. La puissance économique et défensive de l'Union soviétique, de tous les pays socialistes, a grandi. Pour empêcher la guerre nous devons travailler, économiser nos ressources, les distribuer rationnellement, et, toujours, songer à la défense du pays. » (Pravda, 2 juin 1962.)*

Est-ce que ce ne serait pas l'occasion de dire, comme Léon Blum, à un moment où il devait faire face à une campagne d'excitation chauvine déclenchée par les communistes

français : « Mes amis, mes amis, je connais ce langage, je l'ai déjà entendu... »

Oui, nous l'avons déjà entendu, le langage de M. Khrouchtchev, et nous avons entendu aussi des communistes le dénoncer, quand c'étaient d'autres qui le tenaient. Où que l'on se tourne dans le monde, force est bien de constater à qui garde la liberté de son jugement que les conflits qui comportent un risque de guerre — ou qui, du moins, entretiennent dans l'opinion mondiale l'inquiétude et la fièvre — sont, soit suscités, soit cultivés par les Soviétiques ou leurs employés. C'est vrai au Laos, c'est vrai à Cuba, c'est vrai à Berlin, c'est vrai en Irak, c'est vrai partout.

Incontestablement, il s'agit là avant tout d'épisodes et d'étapes de la « lutte des classes à échelle internationale ». Les Soviétiques ont partout des fers au feu pour être toujours en mesure d'entretenir la crainte dans l'opinion du monde libre, de maintenir sur elle cette pression psychologique dont ils attendent des victoires partielles — la victoire finale peut-être.

Toutefois, il n'est pas exclu le moins du monde que les dirigeants soviétiques utilisent aussi la guerre froide à des fins de politique intérieure. S'ils raniment périodiquement l'« affaire de Berlin », c'est bien pour voir si cette fois les chefs du monde libre ne vont pas céder. C'est aussi pour pouvoir donner aux peuples qu'ils foulent une justification des privations qu'ils leur imposent. Ce n'est pas notre faute si nous ne pouvons pas tenir les promesses qui vous ont été faites : l'ennemi nous menace au dehors. Il nous faut nous défendre. Mieux vaut la pauvreté que la guerre. Acceptez donc sans gémir ces nouveaux sacrifices...

La psychose de guerre est ainsi un moyen de justifier, en régime « socialiste », l'exploitation de l'homme par l'Etat, cette autre forme — non la moins dure — de l'exploitation de l'homme par l'homme.

EST & OUEST.

## Association d'Etudes et d'Informations Politiques Internationales

86, boulevard Haussmann — PARIS-8°

Fondée le 7 avril 1949, conformément à la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, l'Association d'Etudes et d'Informations Politiques Internationales a pour but l'étude des questions économiques, politiques, historiques, sociales et culturelles internationales.

EST & OUEST (ex-B.E.I.P.I.) est son organe. Il paraît toutes les quinze semaines. Tous les adhérents de l'Association le reçoivent, ainsi que les divers suppléments qu'elle édite.

EST & OUEST publie, en particulier, des études et des informations inédites, ainsi que des documents révélateurs sur les pays du bloc soviétique et sur le communisme lui-même.

La cotisation des membres correspondants a été fixée à 30 NF pour six mois et 60 NF pour un an. En ce qui concerne les membres résidant à l'étranger, la cotisation est fixée à 75 NF pour un an ou 90 NF si ces membres désirent recevoir EST & OUEST par avion.

Versement au compte chèque postal de l'Association, Paris Compte Courant Postal 7241-06 ou règlement par chèque bancaire à l'ordre de l'Association.

# La politique des effectifs du Parti communiste français

## Ses variations, ses méthodes

**C'**EST une idée fort répandue que le Parti communiste est « le parti de la classe ouvrière » et que, dès qu'ils se mêlent un peu de politique, les ouvriers vont naturellement vers lui.

La réalité est toute différente. Les ouvriers ne vont pas aux communistes. Ce sont les communistes qui vont vers eux et qui, au prix d'un effort inlassable, essaient d'en intégrer le plus qu'ils peuvent dans le Parti et dans son action.

C'est à décrire sa politique des effectifs, les méthodes auxquelles on recourt pour recruter et retenir les adhérents que nous consacrons la troisième partie de notre étude sur les effectifs du Parti communiste français.

**L**ES communistes ne croient pas à la « spontanéité » en matière de recrutement. Ils savent d'expérience que ceux qui viennent au Parti communiste de leur propre mouvement ne forment qu'une infime minorité parmi les nouveaux adhérents. Sauf en quelques périodes exceptionnelles où le Parti a le vent en poupe, comme ce fut le cas en 1935-1937 ou en 1944-1947, il n'existe pas de courant qui porte les individus vers le Parti communiste. Le Parti doit aller chercher

ceux qui seront ses membres. Il doit aller les chercher un par un, ce qui exige un travail constant, systématique, bien organisé, un travail dont les dirigeants répètent sans cesse qu'il doit passer avant tous les autres.

Marcel Servin, alors secrétaire à l'organisation, le rappelait le 22 novembre 1959, à l'Assemblée des secrétaires fédéraux :

*« Il y a pour renforcer, développer l'organisation du Parti un travail spécifique à accomplir, patient et tenace, des mesures pratiques à prendre, des soucis à avoir, et pas seulement à l'occasion de la remise des cartes, mais en permanence. L'organisation des travailleurs dans le Parti n'est jamais chose automatique, qui accompagnerait fatalement le travail de propagande ou telle ou telle action. Si le souci de renforcer l'organisation du Parti ne hante pas en permanence l'esprit des communistes, des cellules, des comités de section et fédéraux, alors les résultats seront sporadiques, inégaux, insuffisants, les fluctuations trop importantes. »* (CAHIERS DU COMMUNISME, décembre 1959, p. 1261.)

Personne ou presque ne venant de soi-même au Parti, les communistes, qui ne laissent rien au hasard, ont mis au point des techniques de recrutement, et aussi des techniques de « conservation » des adhérents, dont l'application varie d'une période à l'autre selon les exigences de ce qu'on pourrait appeler « la politique des effectifs ».

## LES GRANDES ÉTAPES DE LA POLITIQUE DES EFFECTIFS

### Compter par millions

Au lendemain de la guerre, le Parti communiste a connu un grand afflux d'adhérents. Ses dirigeants s'en sont réjouis et ils ont encouragé ce mouvement.

« A ce jour, notre trésorier a délivré 906.727 cartes. Nous allons vers le million », disait Maurice Thorez au X<sup>e</sup> Congrès du Parti, le 26 juin 1945, et il parlait un peu plus loin des « 900.000 membres » du Parti, feignant de croire que les « cartes délivrées » étaient des « cartes placées » représentant des adhérents réels. En réalité, en juin 1945, le Parti ne comptait que 544.989 membres; en fin d'année, ce nombre s'éleva à 775.342, pour passer à 804.229 en 1946 — ce qui sera son zénith.

L'accroissement réalisé alors est incontestable, et il est considérable. La tendance au « bluff », comme dira plus tard Auguste Lecœur, n'en est pas moins déjà sensible. Elle conduira un jour les dirigeants du Parti à célébrer le millionième adhérent. Il est donc évident que, tout en restant fidèles à la conception du Parti « avant-garde » de la classe ouvrière, organisation aux effectifs nécessairement restreints de « révolutionnaires professionnels », les dirigeants communistes poussaient à l'accroissement numérique du Parti, malgré les « problèmes de croissance » que cela leur posait, notamment en matière d'encadrement et d'éducation des nouveaux adhérents.

« Selon le mot de Lénine, nous devons maintenant compter par millions », disait Thorez à ce même congrès, mot d'ordre qu'il reprendra au congrès suivant, en juin 1947 (1).

Les raisons de cette politique sont diverses, et quelques-unes sont évidentes. Soulignons-en une qui l'est moins. Au congrès de 1945, après avoir annoncé : « Nous allons vers le million », Thorez ajoutait : « Ce sera notre apport au grand Parti ouvrier français. »

Ce grand parti ouvrier français était celui qui serait né de la fusion du Parti communiste et du Parti socialiste S.F.I.O., selon la proposition alors faite par les communistes. Ceux-ci se préparaient visiblement à s'imposer par le nombre à l'intérieur de ce Parti, auquel les socialistes auraient apporté beaucoup moins d'adhérents.

### Changer l'organisation pour faciliter le recrutement

C'est sans doute en 1947, à une date où le reflux se faisait déjà sentir, que les dirigeants affirmèrent avec le plus de vigueur le mot d'ordre des années d'après-guerre : « un parti qui doit recruter par millions ». La contradiction ne leur

(1) Pour une politique de Grandeur française, p. 357 et Au Service du Peuple de France, p. 85.

échappait pas, mais, selon une attitude qui leur est habituelle (et qui est, pour une part, la raison de leur science de l'organisation), ils crurent qu'ils pouvaient la résoudre par des méthodes administratives. Si des adhérents s'en allaient en grand nombre, si le courant des adhésions nouvelles se ralentissait, la raison en devait être cherchée, selon eux, dans la tendance de « certains vieux militants et des jeunes vivant sous leur influence ou dans le souvenir des méthodes de la clandestinité, à vouloir rester entre eux... à raisonner et à agir comme on raisonnait et agissait il y a vingt ans ». (Marius Patinaud, « Un parti qui doit compter par millions ». CAHIERS DU COMMUNISME, août 1947, p. 728.)

Au congrès de Strasbourg, en juin 1947, Thorez s'exprimait de façon analogue. Il déplorait que « dans le domaine de l'organisation » le Parti fût demeuré figé. « Les formes d'organisation, valables en 1930 pour le Parti de 40.000 adhérents, ne conviennent pas au Parti de 1947, qui compte près d'un million d'adhérents, qui recueille six millions de suffrages, un parti qui doit compter par millions, selon le mot de Lénine. » (Au service du peuple de France, p. 85.)

Pendant les neuf premiers mois de 1947, c'est-à-dire jusqu'au moment où la création du Kominform et les nouvelles directives moscovites leur donnèrent des préoccupations d'un autre ordre, les dirigeants du Parti consacrèrent beaucoup de temps et d'attention à la recherche de formes d'organisation qui leur permettraient de « compter par millions », de garder au Parti les adhérents recrutés par centaines de milliers.

La discussion fut officiellement ouverte par la publication, dans les CAHIERS DU COMMUNISME de mars-avril 1947, d'un article de Léon Mauvais intitulé « En avant pour un Parti communiste français toujours plus grand », article qui, selon la règle, avait été au préalable décidé et discuté au Bureau politique et au secrétariat (2).

La question fut abordée, sur directives du Bureau politique, dans la plupart des conférences fédérales. Une conférence nationale d'organisation précéda le congrès qui, lui-même, fut saisi de la question et vota une résolution qui officialisait la politique proposée par Mauvais au nom du Comité central.

Comme d'ordinaire, l'article de Mauvais exprimait déjà la totalité de la nouvelle politique : quand le secrétariat ouvre une discussion, ce n'est pas pour définir une « ligne » nouvelle dans un domaine ou un autre, c'est pour faire « assimiler » par les militants du Parti la « ligne » arrêtée par le Bureau politique (ou l'instance supérieure).

« Une condition première — [pour que le Parti soit à la hauteur de ses responsabilités] — est de ne pas se contenter de nos effectifs », avait écrit Léon Mauvais. « Il faut comprendre que nous devons recruter en masse. »

« Nous devons ouvrir tout grands les rangs de notre Parti, recruter, recruter toujours plus. Nous devons ne pas craindre d'examiner, de revoir même avec clairvoyance et audace toutes les conceptions relatives à notre activité, à nos méthodes et formes d'organisation. »

Mauvais continuait en citant un passage d'un appel lancé en 1943 par le Parti communiste sous le titre « promotion pour la libération de la France ». Le Parti communiste est « le parti qui ouvre ses rangs à tous les citoyens, même s'ils ne partagent pas ses conceptions philosophiques, à condition qu'ils respectent la discipline du Parti, en appliquent scrupuleusement les décisions et n'essayent pas de faire de la propagande

à l'intérieur du Parti en faveur de conceptions philosophiques autres que celles du Parti. »

Cette curieuse conception du recrutement ne paraissait pas périmée aux dirigeants du Parti, et Léon Mauvais écrivait :

« Tous ceux qui approuvent notre politique d'union nationale et républicaine ont place dans le Parti. »

Jusqu'alors, le Parti réservait à ses « organisations de masse » le soin de recruter et d'encadrer ceux qui étaient d'accord seulement avec sa politique du moment. Il n'acceptait dans ses rangs que ceux qui approuvaient l'ensemble de sa doctrine, ses objectifs proprement communistes.

Désormais, il allait devenir lui-même une « organisation de masse ».

Il faut « avoir la conception d'un parti de masse », précisait Léon Mauvais, qui ne se dissimulait pas qu'une telle conception du Parti, « conception possible, répétons-le, dans les conditions politiques actuelles » — exigeait « un examen sérieux et une révision courageuse de certaines conceptions et méthodes d'organisation » qui demeuraient celles qui avaient cours dans le Parti dix ou quinze ans plus tôt, quand la situation et les tâches du Parti n'étaient pas les mêmes.

Il fallait, continuait-il, « réagir contre le sectarisme », et il donnait des exemples de ce sectarisme, qui revenait à ne pas accepter dans les organisations du Parti, soit ceux qui n'étaient pas vraiment des communistes, soit ceux qui ne militaient pas.

« Je me souviens qu'à la libération de Lyon, il a fallu réagir vivement contre de bons camarades qui ne comprenaient pas que l'on devait et pouvait ouvrir toutes grandes les portes du Parti. Ils invoquaient mille périls qui, naturellement, ne se sont pas produits. N'y a-t-il pas encore dans le pays des camarades qui, sous le prétexte de « vigilance » freinent objectivement le recrutement? Ils oublient que les brebis galeuses s'arrangent toujours pour montrer « patte blanche » et que le meilleur moyen pour les éviter, les isoler ou les chasser, c'est précisément d'ouvrir largement les portes aux Françaises et Français sincères qui auront vite fait de dénoncer les aventuriers et autres éléments troubles qui auraient pu réussir à se glisser chez nous. »

Voilà qui contraste singulièrement avec les consignes de vigilance et les pratiques policières de contrôle qui étaient et sont redevenues de règle dans le P.C.F. comme dans tous les partis communistes en matière de recrutement.

« N'est-il pas vrai, surtout à la reprise des cartes 1947, que, sous les prétextes « de préférer la qualité à la quantité », de « pureté », de « n'avoir que des militants actifs », des « marxistes », etc., certains camarades ont freiné le recrutement ou refusé de renouveler leurs cartes à des hommes et des femmes auprès de qui souvent on n'a pas fait le travail nécessaire pour les éduquer politiquement et les entraîner à un travail, si modeste soit-il? Nous connaissons des exemples où certains militants n'ont voulu donner que des cartes de sympathisants à des membres du Parti soi-disant « non actifs » ou « non marxistes ».

(2) « CAHIERS DU COMMUNISME », pp. 197-216. L'article a été reproduit, quelques semaines plus tard, dans « 1945-1947. Deux années d'activité pour la Renaissance économique et politique de la République française. Rapports du Comité central pour le XI<sup>e</sup> Congrès du P.C.F., Strasbourg, 25-28 juin 1947 » (pp. 213-228).

Dans son discours au Congrès, Thorez a renvoyé ses auditeurs à cet « excellent article » (Au Service du Peuple de France, p. 85).

« Dans telle cellule, un bon camarade ayant vingt-deux ans de Parti se voit retirer sa carte sous le prétexte qu'il ne serait plus actif... Dans une autre, c'est une maman de fusillé, femme assez âgée, qui doit travailler encore dur pour subsister. Sa vue baisse, elle a du mal à se diriger, surtout la nuit. Elle a été affectée à une cellule éloignée de son domicile. Elle demande à être mutée dans une autre cellule qui se réunit à deux pas de chez elle. On lui répond : « On n'a pas besoin de simples cotisants... ».

« Dans une autre cellule, on a envoyé une lettre à tous les adhérents, les obligeant à vendre chacun trois journaux de l'arrondissement et trois « Huma » et à payer d'avance. Pour mieux faire comprendre ces impositions, on précisait : « Nous ne sommes pas une société de pêcheurs à la ligne ou de joueurs de belote ».

« Dans une lettre, la fédération du Doubs nous indique : « Nous avons constaté dans certaines cellules la tendance à ne pas délivrer de cartes aux adhérents qui n'assistent pas régulièrement aux réunions de cellule. Nous avons réagi en demandant aux camarades d'abandonner de telles méthodes et d'aller à domicile voir ces camarades, s'entretenir avec eux et les amener à une meilleure compréhension de la vie du Parti ».

« Une direction de section a découvert qu'il y avait des « poids lourds » (sic) dans certaines cellules et qu'il ne fallait plus les compter comme membres du Parti. Or, ces « poids lourds » étaient notamment un aveugle, un infirme, une femme enceinte et des jeunes faisant du sport.

« Nous avons même eu, de la part d'un militant fédéral, une proposition tendant à remettre une carte de sympathisant à tous les soi-disant « non actifs », ce qui aurait abouti sans nul doute à une véritable liquidation du Parti dans sa fédération...

« Alors que le Parti insiste depuis de longs mois pour faire le « porte à porte », les responsables de ces erreurs ne croient-ils pas qu'il aurait été bien d'aller voir, même chez eux, ces membres du Parti insuffisamment actifs pour en connaître les raisons et les décider à surmonter les difficultés. »

Ce texte est remarquable d'abord par ce qu'il révèle de la qualité du recrutement dans les années qui ont suivi la guerre. On ne peut même pas parler de parti de masse : c'est parti électoral qu'il faudrait dire.

Il est remarquable aussi en ce que la conception du Parti qui s'y trouve exprimée, pour insolite qu'elle soit, dominait alors le mouvement communiste international. Au début de son étude, Mauvais évoquait l'expérience des partis communistes d'Europe centrale, qui « comptent leurs adhérents par centaines de milliers, voire par millions ». Le mot d'ordre : « un parti qui doit compter par millions » ne fut donc pas propre aux communistes de France. Il a été lancé dans tous les partis communistes au lendemain de la guerre. Il vient certainement du sommet, du centre directeur, de Moscou.

Remarquable, ce texte l'est encore et peut-être surtout par l'habileté avec laquelle Mauvais esquive la difficulté principale.

La conception léniniste du Parti est celle d'une « organisation de révolutionnaires professionnels », très cohérente, très disciplinée, et, par suite, de recrutement étroit. D'autre part, l'article 2 des statuts fait obligation aux membres du Parti de « militer activement » dans une de ses organisations (« Peut être membre du Parti quiconque accepte son programme et ses statuts, adhère à l'une des organisations du Parti, s'en-

gage à y militer activement et acquitte régulièrement ses cotisations »). Ce n'est pas là une stipulation de pure forme. Au début du siècle, elle a fait l'objet de débats demeurés fameux entre Lénine et les menchéviks, et elle constitue vraiment la pierre angulaire de la conception bolcheviste du Parti.

Rejeter ce passage de l'article 2, c'est s'en prendre à Lénine lui-même, chose impossible. Mauvais procède donc autrement. Il passe sous silence l'article 2. Il parle de telle sorte que tout le monde comprend que l'on doit tolérer la présence dans le parti de militants non actifs à qui leur cellule enverra de temps à autre des visiteurs, mais il s'arrange pour pouvoir répondre un jour qu'il n'a jamais donné de tels conseils : si ces adhérents ne sont pas actifs, la faute n'en est pas à eux, mais aux responsables des cellules qui n'ont pas su trouver une activité à la mesure et au goût de chacun. « Celui qui donne son adhésion au Parti a la volonté de faire quelque chose; la qualité du dirigeant est de trouver ce « quelque chose », si minime que ce soit, que le nouvel adhérent peut et consent à faire, et qu'il fera avec joie s'il est bien dirigé », affirme-t-il, et cela lui suffit pour répondre à ceux qui lui reprocheraient d'aller à l'encontre de l'enseignement de Lénine.

Bien entendu, il n'était pas seul à tenir ce langage à la fois clair et ambigu. C'était le langage même du Bureau politique. En 1954, quand on accusa Lecœur d'avoir toléré dans le Parti l'existence de deux catégories de membres (voir plus loin), Marcel Servin voulut laver la direction du Parti et tout particulièrement Thorez de l'accusation d'avoir préconisé ce qu'on reprochait à Lecœur d'avoir fait. Il s'exprima ainsi :

« En 1947, des voix s'élevaient dans la région parisienne pour demander, comme Lecœur le fit plus tard, la suppression dans nos statuts de l'obligation de militer activement. Et, en juin 1947, dans son discours de clôture, à la conférence fédérale de la Seine, Maurice Thorez répondait : « Non, chers camarades, il faut maintenir dans nos statuts : « militer activement ». Le but vers lequel nous tendons, c'est que tous les communistes militent, entraînent les masses. Dire que tout le monde doit militer, cela ne signifie pas ne pas tenir compte des conditions de chacun, ça ne signifie pas écraser le nouvel adhérent. Mais que ces mots soient dans les statuts, c'est absolument nécessaire. D'ailleurs, les camarades qui disent que c'est l'article 2 qui empêche les adhésions se trompent. Ils ne connaissent pas l'article 2, les camarades qui ne sont pas membres du Parti. » (CAHIERS DU COMMUNISME, juin-juillet 1954, p. 733.)

C'était clairement dire : conservons les deux mots qui sont dans les statuts, mais cessons d'en tenir compte.

### Les instructeurs politiques

En février 1952 paraissait, dans CAHIERS DU COMMUNISME, une lettre d'Auguste Lecœur, secrétaire du Parti, aux secrétaires et trésoriers de cellules.

Elle concernait les problèmes du recrutement et plus particulièrement « l'amélioration du travail individuel qu'il [convenait] d'accomplir auprès de chaque membre du Parti ».

Lecœur constatait que le Parti avait perdu des adhérents (il avouait une perte d'au moins 50.000 membres pour 1951 [3]) parce que « pour diffé-

(3) « Au cours de l'année 1951, nous avons recruté environ 50.000 adhérents nouveaux. Or, nous ne retrouvons pas ce gain en fin d'année parce que, parallèlement, nous perdons d'anciens membres du Parti. » (O.c., p. 190.)

rentes raisons, ils n'assistaient pas aux réunions de cellule, et restaient plusieurs mois sans être à jour de leurs cotisations. Personne ne s'en inquiétait, ils [étaient] alors perdu pour l'organisation du Parti ».

Les militants devaient comprendre que ce n'est pas seulement « pendant la réunion de cellule que doit s'exercer l'activité du Parti et s'établir les rapports entre ses membres ». Cette réunion « ne représente qu'un côté de l'activité. L'autre côté, c'est le travail individuel à faire auprès de chaque membre du Parti ».

Suivaient des directives appelées à faire beaucoup de bruit :

« Le travail individuel à effectuer auprès de chacun pris individuellement est donc une tâche à réaliser immédiatement par la cellule et ses membres les plus conscients.

« Supposons une cellule de vingt-cinq membres dont dix seulement assistent régulièrement aux réunions. Il convient de donner la responsabilité d'instructeurs politiques de la cellule à quelques-uns des membres les plus conscients à qui il faut confier la tâche de parrainer ceux qui assistent irrégulièrement ou pas du tout aux réunions de cellule.

« Ces instructeurs politiques auront comme tâche de mettre ces adhérents à jour à domicile, de discuter avec eux, de les convaincre de venir aux réunions, le faire sans rudesse, avec patience, en utilisant des arguments humains et politiques. »

En 1954, dans le rapport qu'il fit le 5 mars devant le Comité central sur « l'affaire Lecœur », Jacques Duclos évoqua cette lettre dans les termes les plus durs.

« Elle constituait une violation caractérisée des principes léninistes d'organisation : d'une part, elle préconisait la désignation d'instructeurs politiques qui faisaient écran entre la direction et les membres de la cellule; d'autre part, elle érigait en principe la possibilité d'être membre du Parti en se bornant à cotiser sans militer dans une organisation de base du Parti. » (L'HUMANITÉ, 6 mars 1954.)

Duclos ajoutait que, non content d'user de tant de liberté avec l'article 2 des statuts, Lecœur était « allé jusqu'à proposer, sans que sa proposition ait trouvé d'échos favorables, la modification de l'article 2 ». Billoux devait préciser que c'est à Thorez lui-même que Lecœur avait fait cette proposition (4).

On a là un exemple singulièrement frappant de la mauvaise foi dont savent faire preuve les dirigeants communistes quand ils ont résolu de perdre l'un des leurs. De toute évidence, Lecœur n'avait pas pris sur lui la décision de parler « d'instructeurs politiques de cellule ». Il en avait parlé au secrétaire général, alors à Moscou. D'autre part, il restait dans la ligne qui était celle du Parti depuis 1947. Les textes cités au chapitre précédant le prouvent.

Peut-être a-t-il en effet montré quelque lourdeur dans l'application, en proposant de corriger les statuts afin de les mettre d'accord avec la pratique. On ne lui en aurait pas fait reproche si, pour d'autres raisons, sa condamnation n'avait pas été déjà décidée.

La disgrâce de Lecœur n'a pas été provoquée par sa « politique des effectifs ». Celle-ci a servi de prétexte parce qu'en tant que secrétaire à l'organisation, il avait assumé la responsabilité de son application. Elle fut vraiment un moment la politique du Parti.

## Le « bluff » continue

Quand Auguste Lecœur fut relevé de ses fonctions de secrétaire à l'organisation, exclu du Bureau politique et du Comité central, puis finalement du Parti, on supprima le système des instructeurs qui, prétendit-on, créait deux catégories de membres, les militants et les autres, en contradiction avec l'article 2 des statuts. On lui reprocha aussi « d'avoir gonflé les effectifs du Parti » (5).

Au XIV<sup>e</sup> Congrès, en juillet 1956, Marcel Servin, le nouveau secrétaire à l'organisation du Parti, laissa entendre qu'on en avait désormais fini avec ces pratiques mensongères. Il affirma qu'on avait « mis fin pour la reprise des cartes 1955 à l'envoi d'office de cartes d'adhérents par le Comité central aux fédérations » (CAHIERS DU COMMUNISME, juillet-août 1956, p. 209) — et il est de fait que c'est en 1955 que le nombre des « cartes délivrées » tomba à son niveau le plus bas : 389.030. (« Nous avons délivré, au 1<sup>er</sup> juillet 1956, 429.653 cartes, soit 40.623 de plus que la totalité de l'an passé », id.)

En réalité, si l'on croit Auguste Lecœur, la lutte contre le « gonflement des effectifs » avait déjà été entreprise du temps où il était secrétaire à l'organisation, et sur sa proposition. Il a écrit, dans son *Autocritique attendue*, en 1955 :

« La section d'organisation avait été orientée pour lutter contre le bluff des effectifs pratiqué sur le plan national et fédéral. Cette section avait réussi à établir un état à peu près exact des effectifs en limitant l'envoi d'office des cartes et des timbres aux fédérations et en dénonçant celles qui, en fin d'année, ne retournaient pas au Comité central les cartes en excédent. La section d'organisation, en instituant le volet détachable de la carte du Parti, avait permis aux fédérations et à la direction d'avoir entre autre un contrôle rigoureux des effectifs du Parti. En janvier 1954, j'avais demandé au secrétaire général qui ne m'approuva pas, l'autorisation de donner publiquement le chiffre réel des adhérents » (o.c., p. 62).

Quoi qu'il en soit de cette « querelle de paternité », le résultat de ce retour à plus de franchise fut si peu encourageant que la direction du Parti fit rapidement marche arrière.

Les critiques faites à Lecœur, les mesures prises contre lui avaient impressionné nombre de militants qui rompirent brutalement avec les pratiques antérieures et rayèrent des listes les adhérents qui ne militaient pas activement, refusèrent de leur remettre leur carte.

Dès la fin de 1953, alors que Lecœur n'avait fait qu'une « auto-critique » insuffisante de ses

(4) Selon Billoux, Lecœur aurait fait cette proposition à Thorez « sans en avoir préalablement parlé au Bureau politique » et Thorez aurait « reçu comme il convenait ces propositions inconvenantes » (L'Humanité, 9 mars 1954). A quel moment Lecœur fit-il cette proposition? Nous ne le savons pas. Mais un document particulièrement important, — le « cahier » saisi sur Jacques Duclos, le 28 mai 1952, dont le contenu a été partiellement publié depuis — permet d'affirmer que Lecœur évoqua la question à la réunion du Bureau politique le 11 avril 1952. On lit, page 30 du « cahier », dans les notes, très succinctes, que Duclos a prises sur l'intervention de Lecœur, cette phrase « Article 2 des statuts : à y militer (y) à supprimer ».

L'idée est claire. On supprimera une seule lettre et les membres du Parti ne seront plus obligés d'assister aux réunions de la cellule.

(5) « Qu'il y ait eu en 1952 et 1953 quelques gonflements artificiels d'effectifs, cela est indiscutable et répond du reste aux méthodes de l'ancien responsable à l'organisation qui encourageait beaucoup le travail pour le communiste ». Marcel Servin. Discours au XIII<sup>e</sup> Congrès du P.C.F. CAHIERS DU COMMUNISME, juin-juillet 1954, p. 732.

erreurs en matière d'organisation (cela à la session des 22 et 23 octobre 1953 du Comité central), le Bureau politique, dans ses instructions pour « la reprise des cartes 1954 » avait tenté d'amoindrir les effets des accusations portées contre Lecœur.

« Les militants du Parti veilleront à ce que la correction des erreurs ne les amène pas à tomber dans une autre erreur qui consisterait à écarter du Parti les camarades n'ayant pas manifesté une grande activité dans la dernière période. Ils feront preuve de persévérance et de patience pour obtenir que, progressivement, chaque membre du Parti milite activement, qu'ils en viennent à une autre vue du Parti auquel ils ont adhéré et, pour leur immense majorité, avec la volonté d'y militer activement. » (CAHIERS DU COMMUNISME, décembre 1953, p. 1239.)

Ces instructions restèrent sans effet, et Marcel Servin, successeur d'Auguste Lecœur, se plaignit, au congrès de juin 1954, du sectarisme apporté dans la remise des cartes.

« Nous avons eu, début 1954, des exemples d'application brutale, schématique et fausse des directives données par le Bureau politique pour la reprise des cartes. Les corrections qu'il était et qu'il est nécessaire d'apporter aux conceptions opportunistes développées dans le Parti par Lecœur et l'ancienne section d'organisation ne doivent pas nous faire tomber dans des défauts sectaires qui feraient de nos cellules des groupuscules de petites chapelles coupées des masses. Dans de nombreuses cellules, pour corriger les fautes opportunistes et revenir à l'article 2 des statuts, on a, sans autre forme de procès, rayé du nombre des adhérents les camarades qui n'avaient pas répondu à deux ou trois convocations de leur cellule. Dans la section 10<sup>e</sup> Magenta, à Paris, par exemple, sur 980 adhérents fin 1953, 200 n'avaient plus leur carte 1954 il y a un mois. » (CAHIERS DU COMMUNISME, juin-juillet 1954, p. 733.)

Ces critiques ne donnèrent aucun résultat puisque l'année 1955 fut encore plus mauvaise. Il fallut mettre les points sur les i et rappeler aux militants l'art d'interpréter les directives du secrétariat. Dans son discours au congrès de 1956, Servin s'en prit à ceux qui conservaient, en matière de recrutement « une conception administrative ou, pour mieux dire, bureaucratique » et attendaient d'avoir recueilli les demandes d'adhésion avant de commander les cartes.

« La mise sur pied de la campagne de remise de cartes 1956 nous a permis de vérifier la persistance de cette conception bureaucratique des questions d'organisation. Les commandes de cartes faites en décembre (1955) par les fédérations étaient inférieures de plus de 30.000 à celles passées pour la remise des cartes de l'année précédente. Certaines fédérations nous avaient même commandé moins de cartes pour 1956 qu'elles n'avaient d'adhérents contrôlés en 1955. » (CAHIERS DU COMMUNISME, juillet-août 1956, p. 211.)

Autrement dit, le secrétariat ne voulait plus envoyer de lui-même aux fédérations une quantité excessive de cartes, mais Servin suggérait

aux responsables fédéraux de prendre sur eux la responsabilité du « bluff » et de commander plus de cartes qu'ils ne le jugeaient nécessaires. En passant et comme négligemment, mais avec une intention évidente, Marcel Servin ajoutait que le secrétaire général, à savoir Maurice Thorez, « suivait personnellement chaque mois les prises de cartes et de timbres de toutes les fédérations » (o.c., p. 212).

Il indiquait ainsi qu'on se mettrait bien en cour en n'hésitant pas à commander des cartes et des timbres à la trésorerie.

La politique du « gonflement des effectifs » continuait.

## Vers la franchise ?

Il est possible que la direction du Parti, après cette première tentative, vite arrêtée, s'oriente à nouveau vers un retour à plus de sincérité dans ce domaine.

C'est un fait que le nombre des « cartes déliées » qu'elle publie est toujours en baisse. Si, comme il est possible, la différence entre les effectifs fictifs et les effectifs réels s'amenuise du fait de ce « tassement », la surprise sera moins grande, l'effet moins désastreux quand les effectifs réels seront rendus publics.

C'est un fait également que Jeannette Vermeersch a donné le nombre réel des membres féminins du Parti. Elle ne l'a certainement pas fait de son propre chef. Ni elle, ni les autres dirigeants n'avaient oublié que deux ans plus tôt le secrétaire à l'organisation avait indiqué au congrès la proportion des hommes et des femmes dans le Parti. Ils savaient donc que le calcul serait fait.

Ainsi, les effectifs réels du Parti se trouvant connus avant qu'ils ne passent aux aveux, la transition serait plus facile.

Quand Thorez annoncera (s'il le fait) que le Parti compte 225.000 membres, personne ne sera surpris; il n'y aura pas de « choc psychologique » défavorable. Le secrétaire général pourra se flatter de sa sincérité puisque c'est sa femme, non sans son ordre, qui aura fait les premières révélations.

Et comme, avec ses 225.000 membres, le Parti communiste demeure le plus nombreux de France, ses dirigeants pourront toujours inviter les autres partis à « se regarder dans la glace » ou à « balayer devant leur porte » — d'autant plus facilement que si les indépendants et les radicaux n'ont jamais voulu être des partis d'effectifs, le Parti socialiste nourrit encore cette prétention, et le M.R.P. a été modelé lui aussi à l'origine sur ce type de parti (6).

(6) On trouve, dans le discours de Servin au Congrès de 1956, l'annonce de cette justification : « Les effectifs et donc l'état d'organisation sont toujours en liaison avec la situation politique générale. Et lorsqu'on voit le Parti socialiste ayant perdu les deux tiers de ses adhérents, le M.R.P. plus encore et le R.P.F. réduit à son chef, qu'on nous permette de dire qu'avant tout, il est des gens qui doivent balayer devant leur porte. » (O.c., p. 209.)

## LA TECHNIQUE DU RECRUTEMENT

### Les adhésions spontanées

On peut tenir pour négligeable le nombre de ceux qui vont spontanément demander leur adhésion au Parti parce qu'ils se sont convaincus de la justesse de sa doctrine ou de son action. Le cas se présente toutefois en proportion plus

appréciable dans les milieux universitaires, et parmi les jeunes.

Sans repousser ce genre d'adhésion, les communistes éprouvent à son égard une certaine méfiance :

— il apporte un démenti à la théorie de la « non spontanéité » ;

— les adhérents qui viennent d'eux-mêmes sans être amenés par des militants qui en répondent sont plus suspects qu'aucun autre d'être des « agents de l'ennemi » et leurs antécédents devront être soumis à un examen particulièrement serré;

— enfin, de tels adhérents sont en quelque sorte devenus communistes par leurs propres moyens; ils se sont fait leur conviction eux-mêmes. Ils risquent de ce fait d'être moins malléables, moins soumis au Parti, plus enclins à en discuter les directives.

### Recruter d'abord, éduquer ensuite

Les dirigeants communistes ne cessent de répéter que l'on n'est pas communiste quand on adhère au Parti et que c'est après y avoir adhéré que l'on devient communiste.

Dans sa lettre de février 1952 sur les instructeurs politiques, Lecœur écrivait :

« Aussi vrai que l'on fait des militaires avec les civils, on fait de nouveaux membres du Parti avec ceux qui ne le sont pas et qui, pour beaucoup, se trouvaient hier encore dans les rangs de nos adversaires. Leur évolution en direction du communisme est un résultat de la juste politique du Parti... Se méfier des nouveaux adhérents, c'est n'avoir aucune confiance dans l'efficacité de notre action. » (CAHIERS DU COMMUNISME, février 1958, p. 189.)

Servin développait la même idée au congrès de 1959 :

« Insuffisance du recrutement et fluctuation des effectifs s'expliquent par la persistance de conceptions étroites. On voudrait que les travailleurs soient communistes avant d'adhérer au Parti, alors que c'est au Parti d'en faire des communistes après leur adhésion. Sous Louis XVI, il fallait avoir quatre quartiers de noblesse pour accéder au grade d'officier dans l'armée. Il ne faudrait tout de même pas demander des quartiers de noblesse communiste aux travailleurs, aux petits paysans, avant de les admettre au Parti...

« L'homme, la femme qui adhèrent au Parti y adhèrent pour contribuer à sa lutte suivant leurs moyens. C'est nous qui devons faire plus pour leur expliquer ce qu'est le Parti, comment il vit et travaille, pour leur donner des tâches, fussent-elles légères au départ, pour les intéresser à une action précise dans le Parti, dans telle ou telle organisation de masse. C'est à nous d'en faire des communistes. » (CAHIERS DU COMMUNISME, juillet-août 1959, p. 233.)

Le Parti recrute donc parmi des « sympathisants », attirés vers le Parti par tel aspect de sa politique ou par tel autre, mais ne connaissant vraiment ni sa doctrine, ni sa vie intérieure, ni les obligations que l'on contracte en fait en entrant au Parti.

### Travail individuel et travail de masse

Le recrutement est à la fois un travail individuel et un travail de masse : travail individuel en ce que les membres du Parti doivent eux-mêmes solliciter l'adhésion des sympathisants; travail collectif en ce que la cellule (ou la section, ou la fédération) doivent organiser les actions de masse qui mobiliseront des « non-communistes », et veiller à ce que les militants profitent de cette « mobilisation de masse » pour déceler les sympathisants, les décider à faire un pas de plus vers le Parti.

### 1° TRAVAIL INDIVIDUEL.

Les méthodes et les avantages du travail individuel de recrutement furent ainsi définies en 1930 dans une lettre de l'Internationale communiste sur « Le Travail des cellules d'usines », lettre dont les directives sont toujours en vigueur, même si l'on ne s'y réfère plus. (Au demeurant, elles ont été reprises cent fois depuis.)

« Les membres du Parti doivent mener un travail individuel quotidien et tenace pour l'éducation politique des ouvriers, en utilisant à cet effet la moindre possibilité : pause pendant le travail, retour en commun du travail, promenades spécialement organisées avec les ouvriers qui manifestent de l'intérêt envers le Parti communiste et le mouvement syndical révolutionnaire. En continuant le travail de recrutement aux moyens de campagne de masse, les partis communistes doivent obtenir qu'à bref délai un travail quotidien individuel des plus opiniâtres soit mené directement dans les entreprises pour le recrutement de nouveaux adhérents. » (« Le Travail des cellules d'entreprise, une brochure de 32 pages éditée par le Parti communiste S.F.I.C., sans date, p. 18.)

Le travail ainsi conçu ne doit pas consister uniquement, ni même principalement, en un effort d'endoctrinement. Il est plus efficace si ceux dont on cherche l'adhésion sont mêlés à l'action du Parti, soit lors des actions de masse, soit dans son activité propre.

« Le recrutement donne les meilleurs résultats s'il est effectué non seulement en expliquant aux ouvriers sympathisants les buts et les tâches du Parti communiste, mais aussi en faisant participer les ouvriers sympathisants au travail journalier du réseau de base dans l'entreprise. Ce recrutement permet de procéder à une sélection minutieuse et sérieuse des éléments vraiment avancés de la classe ouvrière. » (Id., p. 19.)

Le travail individuel de recrutement offre donc un double intérêt :

— on va chercher le sympathisant; on n'attend pas qu'il vienne; on peut exercer sur lui une pression beaucoup plus contraignante que l'enthousiasme suscité par un orateur ou la conviction acquise à la suite d'une lecture. [Le militant qui obsède ainsi le sympathisant dont lui-même ou la cellule ont décidé l'adhésion pourrait être tenté de relâcher son effort devant les refus ou les rebuffades qu'il essuie, mais la cellule est constamment tenue par lui au courant de son « travail » et elle exerce sur lui une pression qui ne lui permet pas de relâcher celle qu'à son tour il exerce sur celui qu'il doit amener au Parti];

— le candidat au Parti, candidat « non-spontané » et pour ainsi dire malgré lui, est choisi, éprouvé, connu déjà dans ses capacités et ses antécédents (au moins pour l'essentiel) avant qu'on ne lui propose la carte du Parti : la sélection et la surveillance en sont facilitées.

### 2° TRAVAIL DE MASSE.

I. — La cellule doit stimuler et surveiller le travail de recrutement effectué par ses membres. Les responsables des fédérations, des sections et des cellules ont pour devoir de rappeler sans cesse aux militants que le recrutement est une de leurs tâches essentielles.

Ce rappel est tout particulièrement efficace et nécessaire dans les périodes d'agitation de masse :

— efficace, parce que les sympathisants se trouvent dans ces périodes plus proches que

jamais du Parti, plus enclins à s'y laisser entraîner,

— nécessaire, parce que les militants communistes ont alors tendance à négliger ou à oublier le travail de recrutement, parce qu'ils sont pris par l'organisation de l'action, parce que le spectacle de l'effervescence des masses les ramène momentanément à la croyance en la spontanéité, bien que cette effervescence soit provoquée ou accrue par leur travail d'agitation, peut-être aussi parce qu'ils éprouvent une gêne ou matérielle ou morale à exploiter trop ouvertement au profit du recrutement du Parti une mobilisation de masse à laquelle ils ont le plus souvent donné, pour qu'elle réussisse, un caractère pas trop partisan.

II. — La cellule ou les instances supérieures doivent aussi organiser les « mobilisations de masse » qui permettent le travail de recrutement. Ces mobilisations sont de deux sortes, les unes de *propagande* pour le Parti, les autres d'*action de masse*.

« Le renforcement du Parti doit être toujours lié à la propagande et à l'action du Parti... Lier en permanence le renforcement du Parti à notre propagande et à l'action des masses, cela permettra d'enterrer définitivement cette idée que le recrutement est une question des trois premiers mois de chaque année. »

Ainsi parlait Servin au congrès de 1956 (CAHIERS DU COMMUNISME, juillet-août 1956, p. 212), distinguant nettement la *propagande* et l'*action*, distinction qu'il reprenait au congrès suivant, en un langage presque mécanique, tant elle fait partie des idées admises.

« Les secrétaires de fédération sont unanimes pour dire qu'à quelques exceptions près, les cellules et sections où il n'y a pas eu de recrutement ou un recrutement insignifiant, sont aussi celles où le travail de masse, la propagande comme les efforts pour l'organisation des masses sont les plus insuffisants. Les cellules et les sections sans organisation ou mouvement de masse autour d'elles non seulement ne peuvent pas prétendre appliquer effectivement la politique du Parti, mais ne peuvent davantage prétendre se renforcer valablement. » (M. Servin : « Après la campagne de remise des cartes », CAHIERS DU COMMUNISME, mai 1960, p. 870.)

Autrement dit, les cellules qui se contentent de gagner des adhérents par le seul travail individuel de recrutement aboutissent à grand peine à garder leurs effectifs.

a) *Les campagnes de propagande* ne sont pas une invention des communistes. Elles étaient de pratique courante dans les partis socialistes et d'autres organisations. Des orateurs font des conférences, des meetings où ils exposent les buts, le programme, la politique de l'association pour le compte de laquelle ils parlent. Tantôt, ces conférences sont organisées sur le plan local, tantôt dans toute une région à la fois ou dans tout le pays.

La lettre de l'Internationale communiste citée plus haut traduit un certain scepticisme à l'égard de cette méthode. Il y est dit qu'il « faut continuer le travail de recrutement au moyen de campagnes de masse », mais de toute évidence le recrutement individuel à l'entreprise lui était préféré et il y était parlé plus loin « des éléments occasionnels qui font une demande d'adhésion après le discours ardent d'un orateur communiste pour la retirer le lendemain » (o.c., p. 18).

Le Parti communiste pratique somme toute assez peu cette méthode. Toutefois, depuis quel-

ques années, il semble y attacher à nouveau de l'importance, et des *délégués à la propagande* ont été créés afin de la mettre en œuvre en 1956.

« Vous savez que le Comité dispose maintenant de *délégués à la propagande, trop peu encore* », disait Servin au congrès de 1956 (o.c., p. 213) et il dressait un rapide bilan du « *fruit de leur travail... réalisé en étroite collaboration avec les directions fédérales* ».

« Dans l'Aude, pour cinq réunions faites dans la section de Limoux, 147 personnes ont été touchées. Il a été obtenu 26 adhésions au Parti, 2 cellules de village ont été constituées... Dans l'Ardèche, pour cinq petites réunions de ce genre, 38 adhésions ont été faites et 4 nouvelles cellules constituées... Et cela s'accompagne de vente de brochures, d'abonnement à notre revue, de collectes pour le Parti. »

« Ce que font ces quelques délégués à la propagande, expliquant la politique du Parti et jetant les bases d'organisations, combien de fédérations ne pourraient-elles le faire, avec les forces dont elles disposent, leurs députés, leurs militants ? »

III. — Le recrutement dans et par l'action de masse est une méthode plus originale et plus caractéristique.

« Il ne devrait pas y avoir une grève de quelque importance, un mouvement paysan ou étudiant, sans que la fédération, les sections, se préoccupent elles-mêmes du renforcement du Parti, de la création de nouvelles cellules », disait Servin au congrès de 1954 (CAHIERS DU COMMUNISME, juin 1954, p. 734).

Il disait également au congrès de 1959 :

« Il est évident que l'accomplissement du travail de masse par une cellule, le militantisme des communistes dans les organisations et mouvements de masse créent tout naturellement les conditions les plus favorables pour un renforcement des rangs du Parti. C'est dans l'action de masse que les non-communistes apprennent à apprécier les membres du Parti et donc le Parti lui-même. C'est ainsi que se créent les conditions les meilleures pour que d'innombrables travailleurs, démocrates, viennent au Parti. » (CAHIERS DU COMMUNISME, juillet 1959, p. 238.)

Il est évident, en effet, que, soit dans le travail quotidien des « organisations de masse », les syndicats par exemple, soit dans le mouvement des masses « mobilisées » sous un prétexte quelconque, les communistes de la cellule peuvent entrer plus facilement en contact avec les autres, les associer à des tâches qui, sans être précisément celles du Parti, y préparent, y conduisent. Un mouvement de masse leur fournit en outre l'occasion de « tirer une conclusion communiste » de l'événement, leur offre enfin les conditions les plus propices pour montrer leur science de l'action et de l'organisation, pour s'imposer comme dirigeants de la lutte, pour « apparaître comme les meilleurs » selon le conseil de Lénine.

Il y a là un climat propice à la propagande individuelle et au recrutement.

Toutefois, là où se trouvent des militants syndicaux ou autres résolus à résister aux communistes, les mouvements de masse eux-mêmes ne sont plus aussi faciles à exploiter (bien qu'il soit devenu plus facile de les provoquer). C'est surtout vrai dans les entreprises où les syndicalistes de la C.G.T.-F.O., et aussi de la C.F.T.C., répandent l'idée qu'on ne doit pas « politiser » une grève. Cette formule rencontre une audience si favorable que les militants communistes doivent en tenir compte.

Servin s'en plaignait au congrès de 1956 :

« Nous avons eu du mal, au moins jusqu'à Pété dernier, à renforcer le Parti dans les entreprises, à recruter, à faire de nouvelles cellules, parce que nous nous sommes heurtés en plusieurs fédérations, y compris chez les militants du Parti, à des positions idéologiques ressortant de l'anarcho-syndicalisme, positions vivement encouragées, cela va de soi, par des dirigeants socialistes ou F.O. Cela a été particulièrement évident pendant les grèves, mais pas seulement dans ces cas-là... »

« On a vu des dirigeants de syndicat, membres du Parti, faire pression pour que les cellules ne tirent pas de journaux pendant une grève, au nom de l'unité avec F.O. Chez les cheminots et les fonctionnaires par exemple, nos cellules se sont souvent littéralement baillonnées elles-mêmes pendant des luttes. Tout cela naturellement ne pouvait pas contribuer au renforcement de nos cellules d'entreprise et à la création de nouvelles organisations du Parti. » (CAHIERS DU COMMUNISME, juillet-août 1956, p. 215.)

On notera ce détail : pour que le Parti puisse tirer d'un mouvement de masse tout le profit qu'il en attend du point de vue du recrutement, il faut qu'il puisse mener parallèlement à l'action commune une seconde action qui lui est propre et qui, en quelque sorte, commente dans le sens qui lui convient l'action qu'il mène en commun avec d'autres sur des mots d'ordre qui ne sont pas strictement communistes.

### Intégration progressive

L'entrée au Parti s'opère par étapes :

1° Celui qui sera, à la quatrième étape, un nouvel adhérent attire sur lui l'attention de la cellule le plus souvent par sa participation à une action de masse ou bien parce qu'il se découvre qu'il a voté communiste.

2° La cellule charge un ou plusieurs camarades de prendre contact avec lui, de lui « parler politique », de l'amener sur les positions du Parti. Lors des « actions » qui pourront survenir à nouveau, les militants chargés d'emporter son adhésion s'arrangeront pour lui faire confier des tâches, si possible en liaison avec celles qu'eux-mêmes accomplissent. Il est vraisemblable que le « candidat » entrera (s'il n'en fait pas déjà partie) dans une des organisations de masse dominée par le P.C. : la C.G.T., le Mouvement de la Paix, etc.

3° Le « candidat » sera invité, avant son adhésion, à participer à l'action ou à la vie de la cellule.

« Le recrutement doit être la conclusion normale d'un travail persévérant et systématique auprès des ouvriers sympathisants qui doivent être entraînés à participer au travail quotidien de la cellule : liste de souscription, collaboration au journal, etc. » (Manuel élémentaire du communiste, édité par le Comité central du P.C.F., Paris, 1929, p. 107.)

« Il faut organiser des réunions de cellule ouvertes aux sympathisants. » (M. Servin. Discours au XIV<sup>e</sup> Congrès. CAHIERS DU COMMUNISME, juillet 1956, p. 214.)

« Chaque cellule tiendra, pour la reprise des cartes, une assemblée solennelle de tous les adhérents, ouverte à leur famille et aux sympathisants. Chaque communiste doit se sentir responsable de faire participer à l'assemblée solennelle de la cellule le ou les sympathisants qu'il connaît et qu'il a pu apprécier au cours des luttes de 1954. »

« Au cours de ces assemblées seront exaltés le combat quotidien du Parti communiste pour la défense des travailleurs et de leurs familles, sa lutte pour la paix et l'indépendance nationale, ses efforts incessants pour l'unité de la classe ouvrière et l'union des forces patriotiques, sa lutte pour le bonheur de la jeunesse, son idéal : la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme et l'instauration du socialisme. « Le rôle et la nature du Parti seront expliqués... » Une partie artistique terminera ces assemblées solennelles (7). »

C'est de préférence dans des assemblées de ce genre que l'on remet leur carte aux nouveaux adhérents, afin de conférer à leur entrée dans le Parti plus de solennité.

4° Quand le « nouveau » a accepté d'adhérer, il remplit un bulletin d'adhésion qui est présenté à la cellule par deux militants qui connaissent le candidat et répondent de lui. Après vérification des indications données sur le bulletin, la demande est acceptée (ou refusée) par la cellule, puis « soumise à la ratification du comité de section » (article 3 des statuts). Cette ratification obtenue, le nouvel adhérent reçoit sa carte, dont un volet détachable comportant des renseignements succincts (état-civil, situation de famille, profession, appartenance syndicale) est envoyée au secrétariat du Comité central, paie sa cotisation, tant pour la carte et tant pour chaque timbre mensuel.

5° L'adhésion faite, les dirigeants de la cellule ont à remplir une double tâche à l'égard de l'adhérent :

a) Ils doivent l'attacher à la cellule et à son action en lui donnant des tâches à accomplir, des responsabilités à assumer, si menues soient elles : distribution de tracts, vente de journaux, participation à la rédaction des tracts ou du journal de la cellule, collecte de renseignements. La règle impérieuse (même si elle a subi des entorses) est que tout adhérent doit être actif. S'il est nécessaire, on doit discuter avec lui du travail qui convient le mieux à ses capacités. « Une direction de cellule, un membre d'un comité de section ne perdraient pas leur temps en réunissant les nouveaux adhérents, en leur expliquant ce qu'est le Parti, ses statuts, en discutant avec eux des tâches qui peuvent leur être confiées et en les aidant à les mener à bien. » (M. Servin. CAHIERS DU COMMUNISME, juillet-août, p. 234.)

Cet effort d'intégration psychologique de l'adhérent à la cellule se traduit aussi par un appui apporté par le Parti à ses membres sur le plan professionnel, et même familial. C'est dans une certaine mesure la famille entière du militant qui doit se trouver intégrée au Parti.

b) Les dirigeants de la cellule doivent aussi s'assurer pour le présent et pour l'avenir de la fidélité du nouvel adhérent.

Ils le convoqueront donc à l'improviste, dans les mois qui suivent son adhésion et lui feront remplir un questionnaire : la biographie (8). Ils veilleront à ce que « l'observation de cette règle n'aboutisse pas à des inquisitions vexatoires, qu'elle n'amène pas un rétrécissement du Parti » (Le Parti, neuvième leçon de l'École élémentaire du P.C.F., 1936, p. 21).

CLAUDE HARMEL.

(7) Directives du Bureau politique pour la reprise des cartes 1955. (CAHIERS DU COMMUNISME, nov.-déc. 1954, p. 144.)

(8) Nous avons publié le texte de ce questionnaire biographique dans Est & Ouest (alors B.E.I.P.I.) n° 69, 1-15 juin 1952.

# Le Congrès constitutif du P. C. du Basutoland

**CRÉÉ** en novembre 1961, le Parti communiste du Basutoland, protectorat britannique de l'Afrique australe a tenu son congrès constitutif le 5 mai 1962 à Maseru (1). Des messages de félicitations et de solidarité avaient été envoyés par plusieurs « partis frères », notamment par le P.C. d'Afrique du Sud, le P.C. de Hongrie et le P.C. d'Allemagne orientale. Walter Ulbricht avait adressé un message personnel à John Motloheloa, fondateur du Parti qui avait passé près de trois mois en Union soviétique à la fin de l'année dernière.

A l'issue du congrès constitutif, on devait apprendre que le « projet de statuts » et le « programme » que John Motloheloa avaient ramenés de Moscou avaient été « adoptés à l'unanimité », qu'un Comité central avait été « élu » et que celui-ci avait « désigné » John Motloheloa comme secrétaire général du Parti.

D'autre part, il fut annoncé que le P.C.B. avait décidé de créer des centres du Parti dans les différentes régions du « Lesotho » (appellation indigène du Basutoland) et de publier un organe du Parti, intitulé : « Mosebetsi » (*L'ouvrier*). Il faut préciser, en outre, qu'il existe déjà au Basutoland une Fédération de femmes et une Fédération de jeunesse, organisations satellites du P.C.B.

\*\*

Le « programme adopté par le congrès constitutif » débute par une critique extrêmement violente de la colonisation britannique. « Le congrès, lit-on dans ce programme, *convie les communistes du Basutoland à sauver le pays de la politique désastreuse de l'impérialisme britannique et de ses alliés, les racistes blancs de la République sud-africaine, pour qui le Basutoland est une source de main-d'œuvre à bon marché.* »

Après avoir glorifié la révolution bolchevique de 1917, le programme affirme que le Basutoland « n'a pas été sans ressentir les effets des grands événements de notre époque. L'impérialisme britannique a dû faire d'importantes concessions; le pays se trouve aujourd'hui au seuil de l'indépendance. Mais on ne doit pas non plus sous-estimer les difficultés et la complexité de la lutte qui reste à mener ».

Le programme déclare alors que des « transformations révolutionnaires » s'imposent au Basutoland. Pour cela, il convient de créer « un front uni de tous les partis politiques patriotes afin de conquérir l'indépendance totale ». Toutefois, sans négliger « l'œuvre accomplie par les partis et les organisations progressistes qui ont existé jusqu'ici au Basutoland », le programme affirme que ces partis « n'avaient aucun programme ni pour l'industrie ni pour l'agriculture; ce qu'ils voulaient, c'est assurer la prospérité et l'enrichissement d'une poignée d'hommes, et non de relever le niveau de vie des couches les plus pauvres. »

Le programme définit ensuite les buts du P.C. du Basutoland :

« Le Parti communiste s'assigne pour but final l'édification du socialisme. Mais étant donné les conditions dans lesquelles se trouve le pays

*actuellement, ce sera l'affaire de l'avenir. Pour l'heure, les objectifs du Parti sont les suivants : indépendance immédiate du Basutoland et instauration d'un Etat démocratique où les membres démocratiques de tout organisme législatif, national ou local, seront élus par les citoyens au suffrage universel et direct, au scrutin secret, indépendamment de la race, du sexe, de la couleur, de la religion, du degré d'instruction; extirpation complète du colonialisme, création d'un Conseil national démocratique contrôlant les services de l'Etat, la défense, la politique étrangère, la sécurité intérieure, les P. et T., les communications intérieures et extérieures, les lignes aériennes, les devises et tous les champs d'activité qui sont de la compétence d'un organisme législatif souverain. Le Parti demande également l'admission du Basutoland indépendant à l'O.N.U. et l'établissement de relations diplomatiques amicales avec tous les pays, y compris la Grande-Bretagne, mais avant tout avec les Etats africains indépendants. »*

Enfin, le P.C.B. réclame une « réforme agraire radicale qui devra tenir compte du fait qu'aux yeux du paysan le sol est la propriété du peuple tout entier ».

Pour atteindre les buts qu'il s'est ainsi fixés, le P.C. du Basutoland recommande la formation d'un « front uni ». Celui-ci, précise le programme, « ne peut être constitué que sur la base d'une politique progressiste et en collaboration avec le Parti communiste. Il est vain de vouloir former un front uni des partis politiques sur une plate-forme anticommuniste, l'échec d'une telle tentative est inévitable. L'existence d'un parti communiste fort, s'appuyant sur les masses, revêt une importance exceptionnelle pour le Front de Libération nationale ».

\*\*

Tant par sa terminologie que par son contenu, ce texte porte indéniablement la griffe des dirigeants communistes qui, à Moscou, ont élaboré ce programme en compagnie de John Motloheloa et d'autres représentants de ce « groupe d'études marxistes » qui existait déjà au Basutoland avant la création du Parti communiste. L'un des objectifs essentiels du nouveau Parti consiste à tenter de réaliser un « Front uni » avec d'autres partis et organisations politiques. Ce « Front uni » doit évidemment permettre aux communistes du Basutoland d'essayer de s'infiltrer dans ces mouvements soit pour y provoquer des scissions, soit pour orienter leur ligne politique dans un sens favorable aux entreprises du Parti communiste et à la politique étrangère de l'U.R.S.S.

L'organisation qui semble la première visée est le « Basutoland Congress Party », principale organisation politique du protectorat. Fort heureusement, le président du B.C.P., Nisu C. Mokehe, n'a cessé de dénoncer l'activité subversive des communistes et de mettre en garde les militants de son parti contre toute velléité d'action commune avec les membres du P.C. du Basutoland.

Il n'en reste pas moins que la création d'un parti communiste dans cette région de l'Afrique montre que désormais les communistes disposent d'un appareil politique destiné à favoriser leurs activités subversives dans tout le sud du continent africain.

NICOLAS LANG.

(1) Voir à ce propos : Est & Ouest, n° 271 : « Le communisme en Afrique australe ».

# Le travail des "compagnons de route" polonais dans le monde libre

**G**OMULKA est sans aucun doute un meilleur tacticien que son prédécesseur, feu Boleslaw Bierut. Dans son jeu d'échecs, il manie longtemps les pions avant d'avancer les figures. Et si, sur le plan intérieur, il a laissé subsister quelques libertés — ou apparences de libertés — c'est pour s'en servir sur le plan extérieur.

Pour exporter le communisme, Bierut se servait des communistes et des institutions communistes, ce qui suscitait les appréhensions des gouvernements occidentaux et écartait les Polonais vivant dans le monde libre. Gomulka, lui, a fait rentrer les communistes dans l'ombre et préfère se servir d'organismes n'ayant pas l'estampille visible du Parti. Il a mis au point un système de « succursalistes » ou de « concessionnaires » qui, dans un secteur délimité, soutiennent l'action communiste (polonaise ou soviétique) moyennant quelques libertés et quelques subsides.

## Deux groupes catholiques

Parmi ces « concessionnaires », les groupes catholiques sont les plus connus. Le fameux général soviétique Sierov n'eut qu'un succès limité avec le groupe « Pax », à la tête duquel se trouve un des rares Polonais qui furent avant guerre d'authentiques fascistes (Boleslaw Piasecki, ancien chef du groupe « Falanga » (la phalange). Mais Gomulka dispose de deux autres groupements catholiques, celui de Frankowski (appelé familièrement les « frankistes »), dont l'organe est « **Za i Przeciw** » (Le pour et le contre), et le « **Znak** », dont l'organe est « **Tygodnik Powszechny** », de Cracovie.

Le « **Znak** » n'a pas été fabriqué de toutes pièces par le gouvernement ou le Parti : Gomulka, voulant amener à de meilleurs sentiments le cardinal Wyszynski — qui ne voulait rien avoir de commun avec « Pax » — a laissé se former ce nouveau groupe qui ne jurait que par le cardinal et où les ambitieux et les activistes de toutes sortes étaient mêlés à d'authentiques militants catholiques. Les membres de ce groupe, voyageurs infatigables, passent plusieurs mois par an à l'étranger et visitent des centaines de salles de rédaction et d'institutions diverses pour y prêcher la bonne parole, se référant toujours, bien entendu, au cardinal Wyszynski. A chaque voyage du cardinal à Rome, un des dirigeants du « **Znak** » s'installe dans la capitale italienne une semaine à l'avance et surveille les faits et gestes du primat de Pologne. A l'avant-dernier voyage, ce rôle avait été confié à M. Jerzy Zawiejski ; il revint, lors du dernier, à M. Dominik Morawski (1).

Nous avons fait ici même le compte rendu des conférences qui eurent lieu à Paris en 1957 (2) et nous avons signalé alors que ces manifestations avaient été pour M. Stanialaw Stomma, un des dirigeants de « **Znak** », et M. Kisielewski, apparenté à ce groupe, un banc d'essai de leurs futures activités à l'étranger. Les faits ont amplement confirmé notre jugement d'il y a cinq ans. Récemment, quand M. Khrouchtchev a déclenché sa campagne contre le Marché commun, M. Stomma fut parmi les pre-

miers à attaquer l'idée européenne dans son article « Une impasse qui tient lieu de programme » (Impas jako program) (dans **Tygodnik Powszechny** du 29 avril 1962). Gomulka a été plus lent à emboîter le pas ; c'est le 22 juillet 1962 seulement qu'il a parlé à Gdansk.

Il serait certainement intéressant d'analyser en détail les activités à l'étranger de ce groupe « catholique » en direction soit des communautés polonaises dans le monde libre, soit des nationaux des pays visités. On trouverait de petits faits curieux, comme cette conférence clandestine qu'a tenue M. Zawiejski au début d'octobre 1961 à Paris. L'organisation de cette conférence a été réglée par téléphone de Varsovie et les thèses de M. Zawiejski correspondaient exactement à celles qu'on peut lire tous les jours dans la **Tribuna Ludu**, organe du Parti communiste.

## Le Parti national démocrate

Un autre groupe de « concessionnaires » est chargé de « travailler » l'immense communauté polonaise dans le monde libre (près de dix millions de personnes) en mettant en action les sentiments anti-allemands que la dernière guerre mondiale a exacerbés chez les Polonais.

Pour mener la lutte contre les Allemands (ceux de la République fédérale, bien entendu), Gomulka n'avait pas de peine à choisir ; un seul parti politique polonais était susceptible de lui fournir l'équipe qu'il cherchait : le Parti national démocrate (Stronnictwo Narodowe) est resté fidèle à son grand idéologue Roman Dmowski, qui prônait l'entente avec la Russie. Le Parti national démocrate polonais est une survivance des anciennes « tendances » de la première guerre mondiale, où il représentait à peu près seul la tendance « orientale », opposée à l'orientation « occidentale ». Gomulka avait donc de fortes raisons pour miser sur les nationaux démocrates et ceux qui, sans être formellement membres du Parti, gravitent autour de lui.

## Comment est organisé le travail dans ce secteur

A la base, c'est-à-dire en Pologne, il compte deux organisations « autonomes » : une agence de presse — **Zachodnia Agencja Prasowa (Z.A.P.)** — et une association : « **Towarzystwo Rozwoju Ziem Zachodnich** ».

**Zachodnia Agencja Prasowa** (Agence occidentale de presse) a un sous-titre désarmant : « **Coopérative** ».

(1) Dominik Morawski offre ses « informations » sur la Pologne aux Occidentaux susceptibles de les utiliser dans la presse et la radio, de préférence aux Américains ; il s'agit, bien entendu, d'une information dirigée. Dernièrement il a fourni à un journal anglais des informations sur la vie privée du prince St. Radziwill, beau-frère de Kennedy, qui cadrent admirablement avec la campagne menée contre Kennedy lui-même aux Etats-Unis.

(2) Voir **Est & Ouest**, n° 179, 16/30 septembre 1957 : « **Les catholiques polonais et la France** ».

de travail des journalistes » ! Son siège central se trouve à Poznan (Plac Wolnosci, 6) et sa rédaction pour l'étranger à Varsovie (Nowy Swiat 27, Warszawa). Le directeur est Tadeusz Kraszewski, le rédacteur en chef Edmund Meclowski, le rédacteur du service étranger Al. Drozdzyński. Cette modeste coopérative fait paraître des bulletins en plusieurs langues (y compris le russe, pourquoi ?), édite des brochures de toutes sortes (également en plusieurs langues) et déverse des tonnes de papier sur les pays étrangers — le tout gratuitement, bien entendu. Ses rédacteurs, notamment Edmund Meclowski et Euzebiusz Basinski, sillonnent l'Europe dans tous les sens, à l'instar des émissaires de « Znak ».

« **Towarzystwo Rozwoju Ziem Zachodnick** » (Société pour le développement des territoires occidentaux) a son siège à Varsovie (Warszawa, Al Jerozolimskie 47). Son vrai chef est Jan Izydorczyk, ancien ambassadeur du régime polonais à Pankow. Cette société édite, elle aussi, un bulletin en polonais, destiné aux communautés polonaises résidant à l'étranger ; son tirage est plus modeste : environ 3.000 exemplaires. Nous sommes donc en présence d'un appareil doté de larges subsides gouvernementaux et disposant d'une certaine marge de liberté, notamment pour les voyages en Occident. Toutefois, bien que M. Izydorczyk soit un personnage beaucoup plus important (il est membre du P.O.P.U.), c'est à M. Meclowski, membre du Parti national démocrate, que reviennent les plus nombreuses missions à l'étranger, parce qu'il y dispose de relations dans les milieux non communistes.

Quelles sont ces relations ?

Ce sont d'abord, bien entendu, les anciens camarades du Parti national démocrate, qui jouent le rôle d'introducteurs.

Le Parti national démocrate polonais « orthodoxe », dirigé par M. Tadeusz Bielecki de Londres, a subi plusieurs « purges » ; il a exclu, par vagues successives, ceux de ses membres qui se sont trop ouvertement compromis avec le régime. Ce sont ces « exclus » qui servent d'interlocuteurs à M. Meclowski et répercutent en Occident la documentation de la « Zachodnia Agencja Prasowa ». Il existe en France une revue mensuelle, **Horizonty**, animée par un ancien membre du Parti national démocrate, M. Witold Olszewski, qui a publié en son temps la fameuse lettre ouverte à Khrouchtchev. Un polémiste polonais bien connu, M. Cat-Mackiewicz, rentré en Pologne, s'est moqué de cette lettre, disant que Khrouchtchev avait bien de la chance puisqu'il se trouvait même des émigrés à vouloir bien l'aider dans sa politique étrangère moyennant quelques concessions sur le plan intérieur.

A Londres, c'est le groupe « d'ex-nationaux démocrates », dont le chef de file est M. Giertych, qui correspond, en Angleterre, au groupe **Horizonty** en France. Dans d'autres pays on peut observer le même phénomène.

La position des **Cahiers Pologne-Allemagne** (9, place de la Madeleine, Paris-8<sup>e</sup>), revue trimestrielle, éditée à Paris et dirigée par M. Jersy Zdziechowsky, ancien ministre des Finances et apparenté aux nationaux démocrates, est assez particulière. Bien entendu, M. Zdziechowsky appartient au même milieu et les signatures que l'on trouve dans les **Cahiers Pologne-Allemagne** sont souvent les mêmes que dans **Horizonty**, mais les positions dé-

fendues sont beaucoup plus souples. Chaque numéro comporte, d'ailleurs, un avant-propos indiquant que « la complexité des problèmes historiques et politiques traités » dans la revue ne permet pas à la direction de prendre la responsabilité des idées exprimées par les auteurs des articles.

« **L'Association pour le respect de la frontière Oder-Neisse** », bien que traitant les mêmes problèmes, est plutôt rattachée aux activités du Parti communiste français qu'à celles que dirige de Varsovie M. Izydorczyk. Elle tient donc peu de place dans ce contexte. Ses liens bien connus avec le P.C.F. (liens que symbolisent les noms de MM. Michel Grojnowski et Alex Krakowiak) nuiraient à l'action des « concessionnaires » qui doivent présenter leur affaire comme tout à fait détachée de tout ce qui est communiste, et lui donner une apparence nationale et patriotique.

Cet ensemble d'activités anti-allemandes s'insère dans le cadre de la lutte contre l'unification de l'Europe, inconcevable sans la participation de l'Allemagne occidentale. C'est contre elle et uniquement contre elle que sont dirigées toutes les attaques, qu'elles partent de Pologne ou de l'étranger. Et pourtant les relations entre le régime est-allemand et celui de Gomulka ne sont pas empreintes d'une sérénité à toute épreuve. Récemment, les fuites des Allemands de l'Est vers la Pologne ont ajouté de nouveaux points de friction à ceux qui existaient déjà. Et Dieu sait s'ils sont nombreux ! Le peuple polonais ne distingue pas, sur le plan des sentiments, les Allemands de l'Est et ceux de l'Ouest. Un chansonnier de Cracovie, parlant de la légendaire princesse polonaise Wanda — qui préféra se jeter dans la Vistule plutôt que d'épouser un prince allemand — s'est permis de préciser : « Bien que le prince Rytgyier fût un Allemand de l'Est ! » Mais M. Ulbrich est oublié, lui, par les « concessionnaires » de Gomulka et M. Adenauer reste la seule cible.

Khrouchtchev et son lieutenant — Gomulka — savent très bien qu'une réconciliation polono-allemande gênerait sensiblement leur manœuvres, à Berlin et ailleurs. Ils ont donc décidé de l'empêcher à tout prix et par tous les moyens.

Comme il est de plus en plus fréquent que des voix allemandes et polonaises s'élèvent pour demander la réconciliation des deux peuples — ce qui prouve l'échec de l'action des « concessionnaires » — ceux-ci ont entrepris une campagne de lettres anonymes destinée à discréditer les dirigeants des organisations polonaises en les accusant d'être à la solde du gouvernement de Bonn. Ces lettres, envoyées de Londres sous forme d'écrits polycopiés, constituent des documents d'une bassesse et d'une sottise difficiles à égaler. La dernière (20 pages) que ses destinataires ont reçue dans les premiers jours de juillet dénonce tout contact avec les Allemands de l'Ouest comme un crime et une trahison envers la nation polonaise. Nous disons bien : tout contact ! Il est précisé dans cette lettre que les contacts culturels peuvent se révéler ensuite politiques, et ces derniers mènent directement au bureau de M. Gehlen.

Participer à une manifestation en Allemagne c'est, pour un Polonais, avouer qu'il est un « vendu ». La lettre en question est précédée d'une citation extraite de l'œuvre de Roman Dmowski (cité plus haut) dans laquelle il invoque la nécessité de la morale en

# Moscou, le Marché commun et les sous-développés

**O**BLIGÉ de reconnaître le succès de l'intégration ouest-européenne, le Kremlin se sent acculé à la défensive. Les manœuvres destinées à empêcher cette intégration sont restées sans effet. Cet essor de l'Europe des « Six », qui ne tardera pas à englober la plupart des pays de l'ex-zone de libre-échange, coïncide avec la double crise du bloc soviétique : crise agricole d'une ampleur et d'une profondeur exceptionnelles et crise de l'intégration orientale, le rapprochement des membres du Comecon marquant le pas depuis plus de six ans. Ainsi que nous le démontrions dans notre dernier article, la contre-offensive de Moscou vise désormais à saboter le Marché commun de l'intérieur, tant par de nouveaux mouvements de masse (et de grèves si possible) que par des manœuvres politiques d'apparence économique (proposition d'une conférence commerciale internationale).

L'un des principaux soucis de Khrouchtchev est le rayonnement exercé par l'Europe intégrée sur le tiers monde, où beaucoup d'Etats ayant accédé tout récemment à la souveraineté ont reconnu les bénéfices qu'ils pourraient tirer d'une association avec une for-

politique (sic). Parmi les quarante-sept personnalités et organisations attaquées dans ce pamphlet figurent le général Anders, voisinant avec le Parti socialiste polonais, le Rév. Père Bochenski, professeur à l'Université de Fribourg, les dirigeants des associations d'anciens combattants, l'équipe rédactionnelle de la revue *Kultura*, qui paraît à Paris. Une place de choix est réservée aux militants européens polonais et leur organisation, l'Union des fédéralistes polonais. Tous, d'après les auteurs du pamphlet, appartiennent au « Parti brun », celui qui représente la trahison de la patrie avec les « néo-nazis d'Adenauer ».

En recherchant qui pouvait bien être l'auteur — ou les auteurs — de cette lettre anonyme, certains ont songé à l'ambassade de la République populaire à Londres, qui aurait pris soin de présenter le document de manière à le faire passer pour un écrit des nationaux démocrates. D'autres pensent plutôt aux « exclus » de ce Parti. Le fait est qu'à notre connaissance le Parti national démocrate n'a jusqu'à présent pas désavoué ce document qui contient une belle lapalissade de son président M. Bielecki : « Nous n'avons pas à être pro-russes ni pro-allemands, mais seulement pro-polonais. »

A. BIRD.

Ce papier était sous presse quand nous avons lu ceci dans *France Observateur* (27 septembre 1962) qui n'est guère suspect d'antigomulisme systématique : « Les libertés polonaises sont très balisées. Le groupe de ceux qui sont autorisés à se rendre à l'étranger ou à fréquenter des étrangers est un groupe aux critères précis, désigné d'en haut et étroitement contrôlé. Groupe privilégié d'ailleurs : pour y entrer, on est prêt à beaucoup de sacrifices. » (Stanislas Ligier.)

mation dynamique et prospère, dont les économistes communistes eux-mêmes sont forcés de dire :

« Pour la première fois depuis la guerre a commencé à se profiler la possibilité de la création d'un « centre de force » impérialiste ouest-européen égal ou proche des États-Unis par ses ressources humaines et matérielles, par le volume de sa production industrielle et de son commerce extérieur. »

L'intégration ouest-européenne a donc arrêté la poussée moscovite à la fois en direction de l'ouest et en direction du tiers monde. En d'autres termes, elle est devenue non seulement un rempart contre une attaque frontale de dissociation par tranches successives (« salami »!), mais encore un obstacle à l'encerclement par le sud puisque la pénétration soviétique en Afrique se heurte depuis quelque temps au prestige croissant de l'Europe... mais oui, cette Europe prématurément entermée connaît un sensible regain de prestige (1). C'est pourquoi les « théoriciens » communistes, auteurs des Thèses adoptées à Moscou au début de septembre, consacrent un chapitre particulièrement étoffé à la question : « Le Marché commun et les pays faiblement développés. »

## CE QUE DISENT LES « THÈSES »

Résumons tout d'abord ce que Moscou reproche à l'Europe des Six. (C'est nous qui soulignons dans les citations qui suivent.)

« *Le Marché commun, y lit-on, constitue une arme stratégique et politique de l'impérialisme, dirigée contre les nouveaux États souverains qui ont conquis leur indépendance nationale. Par l'intégration, les monopoles s'efforcent, non seulement de conserver leurs vieux privilèges coloniaux, mais encore d'obtenir de nouveaux privilèges, d'organiser l'exploitation commune des pays à faible développement économique. La Communauté économique européenne est une forme nouvelle de colonialisme collectif.* »

Le paragraphe suivant nous apprend que ce sont surtout la France et l'Angleterre qui voudraient se servir du Marché commun pour maintenir sous leur coupe les pays africains récemment émancipés (les Thèses n'expliquent pas pourquoi la résistance anglaise à l'entrée dans le Marché commun est si forte dans ces conditions) et pour y trouver des matières premières et de la main-d'œuvre (pourquoi rechercher de la main-d'œuvre puisque les mêmes Thèses affirment que l'in-

(1) Voici vingt ans, le général Smuts prononçait dans un discours la célèbre phrase : *Europe has gone* (l'Europe est morte).

tégration est génératrice de chômage dans l'Europe des Six?).

L'accord de Rome « place dans une position subordonnée les pays faiblement développés qui décideraient de s'associer au Marché commun » du fait que ces pays, jouissant de tarifs préférentiels pour leurs exportations à destination des Six, devraient abaisser leurs droits d'entrée pour les produits en provenance des Six. En dénonçant ce principe de réciprocité, couramment appliqué dans tous les rapports entre nations tendant à intensifier leurs liens commerciaux, les « savants » de Moscou montrent bien où le bât les blesse : les pays faiblement développés auront intérêt à se procurer leurs importations en Europe occidentale, et les produits du bloc oriental, ayant à acquitter des droits plus élevés, trouveront plus difficilement preneur.

« En liant leur sort au Marché commun, poursuivent les Thèses, les pays faiblement développés resteront comme par le passé dans la position d'appendices agricoles et de producteurs de matières premières, non plus seulement de telle ou telle puissance, mais de toute une coalition de puissances impérialistes. » L'importation des produits industriels des pays capitalistes hautement développés risque de ruiner l'industrie nationale encore faible des pays associés, de compromettre leur industrialisation et de porter préjudice au secteur étatique de leur économie. Il en résulterait la pérennité de leur vieille structure coloniale, ce qui permettrait au capital étranger de leur arracher de la plus-value supplémentaire.

En ce qui concerne la plus-value (supplémentaire ou non) que l'on peut arracher à des pays dépendants, les hommes de Moscou sont évidemment orfèvres. L'exemple de l'Allemagne orientale, de la Pologne, de la Hongrie, de la Tchécoslovaquie, sans oublier la Bulgarie et la Roumanie, montre que le Kremlin sait mieux s'y prendre que les « impérialistes » qu'il ne cesse de dénoncer. L'instrument de cette exploitation des sous-développés par les Six est « l'échange non équivalent » rendu possible par « les ciseaux des prix », les prix des produits industriels fournis aux sous-développés étant trop élevés et ceux des matières premières vendues par les sous-développés aux nations industrielles étant trop bas. En ce domaine, le reproche adressé aux nations occidentales n'est pas tout à fait injustifié, non point parce que celles-ci vendent leurs marchandises trop cher mais parce que les prix des matières premières fournies par le tiers monde sont par trop abandonnés aux fluctuations de la conjoncture mondiale. L'Occident ne se préoccupe que depuis peu de ce problème, et il faudra bien qu'il trouve dans le plus bref délai une formule idoine pour garantir à ses fournisseurs du tiers monde des débouchés assurés à des prix stables.

Toujours est-il que « les ciseaux » dénoncés par les Thèses sont le fait des fluctuations de l'offre et de la demande, dont on réussit aujourd'hui de mieux en mieux à réduire

l'amplitude. Mais que dire de « l'échange non équivalent » pratiqué outre-rive par l'U.R.S.S. à l'égard de ses satellites? Les experts de Moscou n'en ont évidemment pas parlé, ni dans leurs débats ni dans leurs Thèses. Quand l'U.R.S.S. vend à ses nations captives ses propres produits à des prix dépassant largement ceux du marché mondial, tout en achetant les leurs à des prix inférieurs aux prix mondiaux (2), nul ne saurait incriminer les fluctuations anonymes de la concurrence, car il s'agit là de contrats léonins imposés par le fort aux faibles, par le conquérant aux asservis.

## INDUSTRIALISATION ET SPOLIATION

Afin d'échapper à l'« échange non équivalent » qui les lèse, Moscou recommande aux pays faiblement développés de s'industrialiser le plus rapidement possible, et cela — bien entendu — selon les méthodes communistes. C'est en s'industrialisant qu'ils parviendront à l'indépendance économique à laquelle ils aspirent. Les gens de Moscou qui affirment cela savent comme tout le monde qu'à notre époque, celle de l'économie mondiale, l'indépendance économique est un leurre. C'est parce qu'ils l'ont reconnu que les Six (et les autres pays européens leur emboîtent le pas) ont renoncé, en fusionnant, à leur indépendance économique. C'est pour les mêmes raisons que le Kremlin a imposé à ses satellites l'asservissement économique. Etant donné la spécialisation croissante et accélérée qu'entraîne l'industrialisation, les pays qui s'industrialisent deviendront de plus en plus dépendants les uns des autres. Cette évolution, que Rosa Luxembourg constatait déjà voici un demi-siècle (3), s'est singulièrement accélérée depuis, et aucun des pays affiliés au Marché commun ne se plaint d'être exploité par ses partenaires.

En recommandant aux pays sous-développés de s'industrialiser selon les méthodes communistes, le Kremlin veut les couper des pays évolués de l'Ouest et les priver des avantages que comporte la division internationale du travail. Nul n'ignore — et les hommes de Moscou le savent mieux que quiconque — que ce que le bloc soviétique a à leur offrir ne correspond que très relativement à leurs besoins. Il resterait d'ailleurs à savoir si le tiers monde a pour l'instant besoin de s'industrialiser au plus vite, au lieu de développer au premier chef son agriculture pour faire face à la famine menaçante, car ce tiers monde a faim!

Tout en conseillant aux pays sous-développés de renoncer à l'aide du monde occidental et notamment de l'Europe intégrée, présentée comme pratiquant un néo-colonialisme « col-

(2) Il lui arrive même de revendre sur le marché mondial au prix fort des produits extorqués aux satellites à des prix dérisoires!

(3) Rosa Luxembourg, *Die Akkumulation des Kapitals* (1913), p. 339 (pp. 97-98 dans notre résumé *L'Accumulation du capital d'après Rosa Luxembourg*, éd. Rivière).

lectif », les « théoriciens » communistes recommandent aux jeunes nations devenues souveraines de nouer des liens économiques plus solides avec le bloc soviétique, qui pourra leur fournir « de l'équipement, de l'aide scientifique et technique, des crédits, etc. ». L'expérience des dernières années a déjà suffisamment éclairé les pays faiblement développés qui ont accepté cette « aide »... Et l'on a le front de proposer cette assistance à des pays qui redoutent la faim au moment même où tout l'univers soviétique, en proie à une sous-production agricole aiguë, est obligé de quêmander l'aide du monde occidental pour importer des denrées alimentaires en quantités massives.

Ces « théoriciens », qui n'ont que « marxisme-léninisme » à la bouche et qui ont dû lire Marx (ils sont, après tout, payés pour cela), ne veulent pas se souvenir de ce que Marx a écrit en parlant des échanges entre les pays avancés et les pays arriérés. En traitant de la différence de productivité qui existe entre deux pays, l'un industriel et l'autre peu développé, Marx écrit que le pays arriéré « peut fournir en nature plus de travail matérialisé qu'il en reçoit, et recevoir cependant la marchandise à meilleur compte que s'il la produisait lui-même » (4). Or, ce que Moscou propose, c'est l'industrialisation dans l'autarcie, nous disons bien : dans l'autarcie, car la liaison avec le bloc soviétique est loin d'exclure l'autarcie, les satellites en savent quelque chose. Il en résulte que l'industrialisation à la mode moscovite, même en supposant qu'elle ne s'effectue que dans des secteurs où elle est vraiment à recommander, reviendrait plus cher que l'industrialisation à l'occidentale.

### « COLONIALISME » OCCIDENTAL ET « ANTICOLONIALISME » SOVIÉTIQUE

Puisque les économistes communistes s'acharnent à accuser l'Europe intégrée de pratiquer un « néo-colonialisme collectif », nous croyons utile de leur opposer un témoin qu'ils n'ont pas le droit de récuser et qui, voici un an à peine, a décerné au monde occidental un certificat de bonne vie et mœurs. C'est Khrouchtchev en personne qui a apporté ce témoignage, dans son rapport présenté au Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. le 18 octobre 1961 et que l'on trouve dans la *Pravda* du lendemain.

Nous avons analysé ici même (n° 269, 16-31 décembre 1961) les chiffres présentés par le « n° 1 » à ses auditeurs. Nous croyons devoir en résumer l'essentiel aujourd'hui. Il va de soi qu'il n'entraîne pas dans les intentions de Khrouchtchev de laver l'Occident des innombrables péchés capitaux que Moscou ne cesse de lui imputer. Le chef du bolchevisme mondial tenait à démontrer aux congressistes que le communisme avait le vent en poupe et que, porté par le célèbre « sens de l'histoire », il s'acheminait irrésistiblement vers son triomphe définitif. Le passé étant souvent censé se porter garant de l'avenir, il suffisait

donc de montrer les progrès accomplis sur la scène mondiale depuis près de cinquante ans par le système d'outre-rideau et de comparer l'extension, tant territoriale que démographique, du « camp socialiste » au rétrécissement du « camp capitaliste ». Le tableau ainsi obtenu est impressionnant et susceptible de stimuler l'ardeur de ceux qui aiment se battre pour une cause dont le succès est assuré d'avance. Khrouchtchev a simplement oublié que ses arguments illustrant le recul du « camp impérialiste » étaient à double tranchant : ses chiffres prouvent en effet que l'Occident tant décrié a cessé d'être colonialiste et impérialiste.

Dans le résumé ci-dessous, nous modifions les chiffres de Khrouchtchev en tenant compte de la récente accession de l'Algérie à l'indépendance.

Entre 1919 et 1962, le territoire de l'ensemble des colonies, semi-colonies et dominions, en passant de 104,5 millions à 11,8 millions de kilomètres carrés, s'est rétréci de 89 % et leur population (75,4 millions contre 1.230 millions) de 94 %. Il ne reste pratiquement plus rien des anciens territoires coloniaux qui représentaient, en 1919, 77,2 % de la surface de la terre et 69,2 % de la population du monde et qui ne représentent plus, aujourd'hui, que 8,7 % et 2,5 % respectivement.

Les territoires jadis dépendants ou asservis et qui ont accédé à l'indépendance depuis 1919 représentent une superficie de 74,6 millions de kilomètres carrés et une population de 1.238 millions, soit 55 % de la superficie terrestre et 41 % de la population du globe.

D'après les chiffres de Khrouchtchev (en tenant compte de l'Algérie), la décolonisation peut s'illustrer comme suit :

#### Pertes des grandes puissances colonisatrices :

- 44,1 millions de kilomètres carrés ;
- 323,5 millions d'humains.

#### Diminution du domaine colonial ou semi-colonial :

- 92,7 millions de kilomètres carrés ;
- 1.154,6 millions d'humains.

#### Pays ex-coloniaux devenus indépendants :

- 74,6 millions de kilomètres carrés ;
- 1.238 millions d'humains.

Pendant la même période, les territoires contrôlés par Moscou — toujours d'après les chiffres de Khrouchtchev — ont passé de 16 à 26 % de la superficie du globe et de 7,8 à 35,5 % de la population du globe. En l'espace de quarante-trois ans, Moscou a avalé près de 10 % de la superficie et près de 28 % de la population du globe.

La cause est donc entendue. Les « savants » de Moscou, en parlant du néo-colonialisme « collectif » de l'Europe des Six, font à l'Occident un procès incriminant des intentions qu'ils lui prêtent très gracieusement. Leurs propres intentions, en tout cas, sont transparentes.

LUCIEN LAURAT.

(4) K. Marx, *Le Capital*, livre II/1, chap. XIV/5 (tome X, p. 166, de l'édition Costes, trad. Molitor).

## Scènes de la vie soviétique

# La condition des instituteurs ruraux en U. R. S. S.

**N**OUS avons déjà publié (Est & Ouest, n° 255, 1-15 avril 1961, « L'instituteur rural en Union soviétique ») un reportage de la Literatournaïa Gazeta (2 juillet 1960) qui déplorait la condition lamentable des instituteurs ruraux en Union soviétique. L'auteur y signalait que, pour pouvoir vivre, les maîtres d'école de campagne étaient obligés d'avoir, comme les kolkhoziens, une « exploitation individuelle », c'est-à-dire une vache, des cultures. D'après lui, les dirigeants des kolkhozes ne consentaient pas à leur vendre lait, beurre, œufs, viande et légumes. Si les quantités livrées aux instituteurs étaient défalquées de la part qui revient à l'Etat, les kolkhoziens se feraient un plaisir de les ravitailler; autrement, ce n'était pas possible.

Sans doute, fallait-il comprendre que les kolkhoziens ne tenaient pas à vendre aux prix payés par l'Etat les produits qu'ils peuvent écouler à peu près à leur guise sur le marché libre dit kolkhozien, mais les traitements des instituteurs ne leur permettent pas de se ravitailler sur ce marché-là.

La situation ne s'est évidemment pas améliorée depuis un an. Voici quelques mois, le journal des instituteurs, Outchitelskaïa Gazeta (29 mars 1962), publiait, sous la signature collective de sa « brigade de raid », un article qui tendait à montrer, par des exemples précis, pourquoi on manquait d'instituteurs à la campagne. Les raisons données se résument ainsi : mauvaises conditions de vie.

On le verra en lisant les larges extraits que nous donnons ci-dessous de ce reportage : la condition matérielle des instituteurs ruraux en U.R.S.S. évoque ce qu'elle était en Europe occidentale au siècle dernier. Elle ne l'évoque pas seulement par sa médiocrité, et presque sa misère. Elle l'évoque aussi par l'étroite dépendance où sont encore les instituteurs soviétiques de la population et des autorités locales. Même là où, selon nos auteurs, le sort des maîtres est enviable et ne laisse rien à désirer, il dépend étroitement des directeurs de sovkhoses ou des présidents de kolkhozes.

Est-ce que nos instituteurs, même communistes, accepteraient cette étroite dépendance à l'égard des paysans et même des municipalités?

N.B. — Les notes en bas de page sont de la rédaction d'« Est & Ouest ».

**L**ES tempêtes de neige de mars font encore rage. Mais les directeurs des écoles rurales et les dirigeants des rayons de la région de Kourgansk se préoccupent déjà de savoir quels sont ceux des élèves des classes de 10<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup> qui veulent devenir instituteurs.

« Il y a dans la région deux instituts pédagogiques, mais on manque de pédagogues dans les écoles rurales, car trop de maîtres quittent la région et les nouveaux effectifs suffisent à peine à « boucher les trous ». Il y a des écoles où près de la moitié des pédagogues changent tous les ans. Rien qu'au cours de l'année scolaire 1959-1960, 970 instituteurs ont quitté la région.

« En août dernier, le comité exécutif régional de Kourgansk établit correctement que la fluidité des cadres a sa cause principale dans les mauvaises conditions d'existence, et il demanda aux soviets locaux de hâter la construction de maisons confortables pour les instituteurs ruraux, d'observer la législation sur les facilités, d'améliorer l'approvisionnement des instituteurs ruraux en produits alimentaires et articles industriels.

Six mois plus tard, les enquêteurs de la Outchitelskaïa Gazeta se préoccupaient de vérifier si la demande du comité avait été prise en considération, et voici ce qu'ils découvraient.

### LE LOGEMENT

« Le directeur des études à l'école rurale de huit ans de Vargachinsk, L.A. Kalikine, a fait une demande de mise en congé. A son arrivée à Vargachinsk, il avait loué une chambre, puis la propriétaire décida de vendre la maison (1), mais l'instituteur ne put trouver à se reloger. Il alla trouver le chef du rayon N.S. Titov, le président du comité exécutif du district de Vargachinsk, D.M. Titov.

« — On vous en donnera un, on vous en donnera un sûrement, promettaient ceux-ci, dans le nouvel immeuble de huit logements.

« Mais pendant que l'immeuble est en construction, la famille de Kalinine ne sait où se loger.

« Comment vivent les autres pédagogues ? L'institutrice E.N. Komkina se niche chez des particuliers, dans une pièce de cinq mètres, avec son mari, sa mère et un bébé. La famille d'A. Perchina loge dans un ancien débarras, et la logeuse exige qu'elle le libère avant l'été. Le professeur de physique L.N. Pastouchkova et d'autres ont aussi besoin d'un logement...

« Et il n'en est pas ainsi dans le seul district de Vargachinsk.

« E.M. Oudatchina, directrice de l'école Ouchakov de huit ans, district de Kataïsk, n'a pas de logement. Elle couche chez des amis et des parents à douze kilomètres de là. On ne peut que s'étonner que le président du comité exécutif du district de Kataïsk, le camarade Mirochnitchenko, puisse prendre tranquillement son parti de tout cela.

« L'institutrice G.I. Kostenko, venue ici des environs de Moscou, a demandé elle aussi au

(1) On voit que la propriété privée des maisons subsiste en U.R.S.S. On en trouvera d'autres exemples dans la suite du texte. Le pouvoir a toléré la construction privée par suite de l'insuffisance de la construction « socialiste ».

rayon de Petoukhov sa mise en congé ou son transfert. Ni le soviét rural ni le sovkhoe céréalière de Petoukhov ne lui a donné de logement. Elle s'est installée dans une cabane en ruine abandonnée par sa propriétaire, se chauffe avec un petit poêle et grelotte la nuit.

« Le sovkhoe possède une école de onze ans. Il y a quelques années, la direction du sovkhoe avait essayé d'expulser de son logement le maître de cette école, M.I. Borovinski, chargé de famille. L'affaire alla jusqu'aux tribunaux. On fit honte aux chefs zélés, mais cette leçon ne leur a servi de rien.

« En automne dernier, de jeunes spécialistes arrivèrent à l'école. Le directeur d'alors du sovkhoe, le camarade Kharlachev, donna à deux jeunes filles, F. Sourgouskaïa et Z. Kychtymova, une petite chambre dans une maison de quatre logements. Le poêle dans la chambre fumait, le plâtre s'effritait, le plafond s'affaissait... Les institutrices suppliaient le directeur et le président du comité ouvrier, le camarade Koulakov, de faire les réparations nécessaires. Ceux-ci leur firent la grâce d'envoyer des ouvriers, mais ces derniers se contentèrent de poser sur la porte un nouveau verrou.

« Une autre chambre dans cette maison est occupée par K. Kapustina et son mari et V. Ouspoukova (2). Dans la troisième loge, un ouvrier du sovkhoe. Le toit au-dessus de la troisième chambre est couvert de tôle; au-dessus des deux autres, il fuit. *L'ouvrier du sovkhoe est un copain*, tandis que les instituteurs sont des « étrangers ». Qu'ils vivent donc sous un toit troué...

« Dans les maisons sovkhoeziennes, il y a dix-sept pédagogues. Beaucoup ont besoin d'améliorer leurs conditions de logement. Le nouveau directeur, le camarade Skripaï, le sait. Mais lui aussi a pris une attitude d'indifférence.

« Une nouvelle école a été construite en automne à Pechkovo. Un des anciens bâtiments aurait pu être transformé en logements. Mais le sovkhoe ne l'a pas remis en état.

« Les instituteurs des districts d'Almenevsk, Michinsk vivent mal. Le comité exécutif du soviét régional a noté que dans le district de Kourtamychevsk aucune maison pour instituteurs n'a été construite en trois ans sur le fonds des contributions volontaires. Rien n'a changé depuis. Il en est de même dans le district de Chadrink.

« Les présidents des comités exécutifs régionaux et des soviets ruraux, les dirigeants de sovkhoe et de kolkhoze se lamentent : pas de matériaux de construction. En effet, il y a peu de bois dans la région. Mais pourquoi ne pas employer des matériaux de construction locaux, par exemple les roseaux dont la Transouralie est si riche ? (3)

## LE BOIS DE CHAUFFAGE EST RESTÉ DANS LA FORÊT

« Jusqu'à ces derniers temps, c'étaient les écoles ou les soviets ruraux qui fournissaient le bois de chauffage aux instituteurs.

« L'année dernière, le soviét régional décida de centraliser le stockage. Des coupes furent attribuées aux combinats industriels, aux exploitations forestières. Dans l'ensemble, c'était juste. La nouvelle réglementation enlevait des soucis aux directeurs d'école, fermait la porte aux « entrepreneurs privés ». Mais par endroits, l'absence de contrôle a réduit à zéro une bonne initiative (4).

« C'est le combinat industriel de district qui fut chargé de stocker le bois de chauffage pour l'école de onze ans de Pachkovo, district de Petoukhov, mais c'est le directeur de l'école qui dut trouver des ouvriers pour cela. Les livraisons de bois durèrent jusqu'en décembre et néanmoins une partie en resta dans la forêt.

« Il manqua cinquante mètres cubes de bois aux maîtres de l'école de huit ans d'Obianinsk, district de Kourgamyhsk. Le chiffre ne paraît pas important, mais dans la steppe chaque bûche est précieuse.

« La mauvaise organisation du travail dans les combinats industriels et les exploitations forestières a eu pour résultat que le stockage de bois de chauffage revient une fois et demie à deux fois plus cher qu'avant.

« Même les directeurs d'école n'observent souvent pas la loi sur les facilités (5). On livre aux instituteurs du bois d'un mètre de long. Que voulez-vous en faire ? On est obligé de payer pour le faire scier. Or, les maîtres de l'école de huit ans de Bogdanovsk, district de Petoukhov, n'ont pas touché un kopek pour cela...

## OU FAUCHER ?

« Beaucoup d'instituteurs ont des vaches. Les comités exécutifs des soviets de district devraient donc se préoccuper de leur donner des prés à faucher. Dans la région de Kourgansk, il y a beaucoup de prés, mais les instituteurs n'ont pas de foin.

« Le comité syndical du district de Chadrink et le rayon ont frappé plus d'une fois à la porte du soviét du district, mais... il n'y a pas de prés à faucher. Au mieux, les comités exécutifs de Kourtamyhsk, Petoukhov, Michinsk, Lopatinsk, Vargachinsk et autres mettent des prés à la disposition des instituteurs fin août ou en septembre (6). Quand donc faut-il que les instituteurs fauchent ? D'ailleurs, il ne reste plus d'herbe à ce moment.

« Et c'est ainsi que les pédagogues ruraux vont non aux comités exécutifs de district mais à la direction des kolkhozes, des sovkhoez. *Celles-ci leur attribuent des prés, à la condition expresse de faucher 30-40 quintaux de foin pour soi et d'en faire 70 pour le kolkhoze*. Dans les districts de Kourtamyhsk et de Petoukhov, des prés sont accordés si on donne un veau (7).

« C'est ainsi que toutes les vacances se passent dans le souci du foin. Beaucoup d'instituteurs remettraient leurs vaches aux artels si ceux-ci vendaient du lait et de la viande. C'est exactement ce qu'a fait P.I. Roudenko, maître d'école à Pachkovo, mais l'ancien directeur du sovkhoe céréalière de Petoukhov, le camarade Kharlachev, l'a privé de produits.

(2) C'est-à-dire trois personnes dans une chambre. Et ce sont des favorisés !

(3) On en est là au pays des Vostok. On construit en bois, et le bois manque. Alors, on emploie les roseaux. Pourquoi pas des huttes !

(4) Quand les instituteurs s'adressaient aux « entrepreneurs privés », ils avaient du bois pour se chauffer, mais ce reste d'échange commercial de type « capitaliste » n'était pas conforme à la doctrine. Maintenant, on a organisé une distribution du combustible conforme aux principes socialistes, et « c'est juste » disent nos auteurs. Le malheur est qu'ainsi on manque de bois !

(5) Il semble qu'il s'agisse d'une loi donnant aux instituteurs (et peut-être aussi à d'autres) le droit de se procurer certains produits ou services à des conditions avantageuses.

(6) La rentrée scolaire ayant lieu en U.R.S.S. le 1<sup>er</sup> septembre, les instituteurs ne peuvent plus faire leur foin qu'après la classe !

(7) Procédé commode — entre bien d'autres — pour accroître le troupeau « socialiste » aux dépens des exploitations individuelles.

### A 30 VERSTES...

« Du village de Ponkino au chef-lieu du district de Chadrinsk, il y a près de 30 kilomètres. Pas d'autobus. Les gens attendent deux ou trois heures une voiture qui les emmène pour aller chercher du pain. *Par manque de routes* (8), on n'en livrait pas au magasin rural.

« Bien que le commerce se soit amélioré ces dernières années dans les villages, le réseau de

## RÉGIONS MILITAIRES ET GRANDS COMMANDEMENTS EN U.R.S.S.

**D**EPUIS que les Soviétiques ont procédé à la réduction de leurs effectifs militaires, le nombre des régions militaires a décliné de cinq ou six. Il est difficile d'en saisir la vraie raison, qui pourrait être l'intention de maintenir de grands commandements assez substantiels.

Il existe actuellement au moins quinze régions militaires soviétiques dont les chefs exercent, outre le commandement territorial, celui des troupes : ce sont en les énumérant de l'Ouest à l'Est : Baltique, Leningrad, Moscou, Russie Blanche, Carpathes, Kiev, Odessa, Caucasic du Nord, Volga, Oural, Transcaucasie, Turkestan, Transbaïkal, Sibérie, Extrême-Orient. Deux autres régions, Nord et Woronej, paraissent avoir disparu depuis deux ans, mais il n'est pas sûr que celle du Nord ou Grand-Nord ait été supprimée.

Les généraux commandants ces régions sont de grades élevés, généraux de division et de corps d'armée, et souvent d'armée. La région de Moscou est commandée par un maréchal de l'Union soviétique (Krilov), à Moscou même il existe un général commandant la ville et un général commandant le Kremlin. Chaque commandant d'une région est doublé d'un chef de l'administration politique, presque toujours un général d'un grade un peu inférieur à celui qui commande la région. Ces officiers généraux ne restent pas plus de deux ans à leur poste.

Il existe, en outre, deux commandements de défense aérienne, l'un à Moscou, l'autre à Bakou, qui se partagent tout le territoire de la Russie d'Europe ; il semble qu'il existe des circonscriptions subordonnées.

En dehors du territoire de l'U.R.S.S., des commandements très importants ont été créés, trois commandements de groupes d'armées, dénommés Nord (Pologne), Allemagne et Sud (Hongrie). Les titulaires ont une appellation se rapprochant de commandant supérieur, ils n'ont que le commandement des troupes, et pas celui du territoire. A ces trois commandements de groupe d'armées semble donc appartenir l'essentiel des forces sur le glacis face à l'Ouest. Mais celles-ci comme on le sait, sont réunies dans le très vaste commandement des forces du Pacte de Varsovie, dont le siège est l'ancien Insterburg de la Prusse orientale. Il a autorité aussi bien sur les forces soviétiques que sur celles des pays du glacis. Tous ces grands commandements opérationnels possèdent de même leur chef de l'administration politique.

A première vue ces commandements de groupes d'armées peuvent paraître trop importants par rapport aux troupes qu'ils recèlent, même celui de l'Allemagne avec vingt divisions. Mais cela doit certainement provenir du fait de l'apport des forces des pays satellites, et pour les deux commandements d'ailes des unités de renforcement qui viendraient des zones limitrophes de l'U.R.S.S. — J.P.

boulangeries se développe lentement, et *cuire du pain chez soi est une besogne compliquée qui prend beaucoup de temps aux instituteurs* (9).

« Le choix dans les magasins est sérieusement limité. Tantôt le magasin vend tout un mois du macaroni, tantôt du vermicelle, tantôt des caroubes. Peu de bonbons, de gâteaux secs. Pour ces produits comme pour les articles industriels, les instituteurs sont obligés d'aller s'approvisionner dans les chefs-lieux de district et les villes.

« Il est ridicule de parler de nos jours des allumettes, mais elles aussi ont longtemps manqué au magasin rural d'Obaninsk, district de Kourtamyhsk. Dans certains magasins, on ne trouve pas toujours du savon, de la poudre dentifrice, de l'eau de Cologne...

### EXEMPLE A SUIVRE

« C'est un autre tableau que les participants au raid ont vu dans le district de Dalmatov. Ce district est vainqueur de l'émulation pour la préparation des écoles à la prochaine année scolaire.

« Près de deux cents instituteurs habitent des maisons communales et scolaires. Plus de cent, des maisons à eux, et soixante seulement louent. En deux ans, on a construit seize maisons confortables. Cette année, six autres seront mises en service.

« Toutes les écoles rurales reçoivent les combustibles en temps voulu. *Les prés à faucher sont mis à la disposition des instituteurs en juillet, début août* (10).

« Le directeur du sovkhose « Ouralets », G.M. Arzamasev, par exemple, les présidents des kolkhoses « Rossia », « Aube », N.A. Smirnov et A.F. Babinov, prennent grand soin des travailleurs de l'éducation. Ces exploitations vendent aux instituteurs à prix coûtant de la viande, du lait et d'autres produits...

*Cette situation est déplorable. Mais le pire est sans doute qu'elle est sans espoir. Elle est sans espoir, à en juger d'après les « solutions » que proposent les auteurs du reportage :*

« La parole est aux syndicats », *écrivent-ils. Pour organiser la revendication, la grève peut-être ? Que non pas. Pour entamer d'inutiles parolotes, sans doute aussi interminables qu'inutiles.*

« Certes, le comité régional et les comités de district des syndicats discutent de temps à autre les problèmes des conditions de vie, mais ils le font sans les autres syndicats de branche. Il serait beaucoup mieux et plus utile de discuter avec les comités ouvriers, les comités de district des syndicats des ouvriers de l'agriculture et du stockage, les travailleurs du commerce et des coopératives.

« Les comités exécutifs des soviets de district ont établi des plans de construction de maisons pour instituteurs. Le contrôle doit être assuré par l'opinion ; il faut créer un poste de contrôle sur chaque chantier. »

*Un poste de contrôle sur chaque chantier ! Et sans doute des contrôleurs pour contrôler les postes de contrôle !  
Tout le régime communiste est là !*

(8) Pas de route, mais des vostoks.

(9) Quel est en France le « poste » assez défavorisé pour que l'instituteur y soit obligé de cuire son pain lui-même ? Et quel manque de sympathie, pour ne pas dire quelle hostilité, de la population pour les instituteurs supposent les difficultés qu'ils rencontrent pour se ravitailler.

(10) C'est-à-dire que, là où tout va bien, les instituteurs sont quand même obligés d'élever des bêtes et de faire leur foin !

## Une concession au libéralisme économique

# Les "marchés ruraux" en Chine populaire

**T**ANDIS que, par le monde, des millions de gobe-mouches chantaient encore la louange des « communes populaires » chinoises — en 1959, en 1960 — les dirigeants communistes de Pékin opéraient déjà une retraite dont on ne saurait dire, pour continuer l'image, si elle se fit en bon ordre.

Dès le 10 décembre 1958, le Comité central du P.C. chinois publiait une résolution qui, sans le dire, donnait l'ordre de repli. En particulier, on revenait à l'application du principe « **A chacun selon son travail** » ; la commune paierait les paysans en fonction du travail qu'ils auraient fourni, au lieu de subvenir indistinctement à leurs besoins. Elle les paierait soit en espèces, soit en nature, ce qui mettrait à leur disposition des produits qu'ils pouvaient soit consommer, soit échanger. De même, la minuscule lopin de terre dont chaque foyer paysan avait conservé l'usage lors de la collectivisation de 1955-1956, mais qui lui avait été retiré lors de la « révolution des communes », en juillet, août, septembre et octobre 1958, lui était rendu, et les produits qu'il en retirerait demeuraient son bien. Enfin, chacun retrouvait le droit de posséder en propre un petit outillage, et donc de se livrer non seulement au travail agricole (ou plutôt horticole), mais aussi à la production artisanale.

Ce n'était là qu'un début et, dans les trois années qui suivirent, allaient se succéder les mesures qui réduisirent l'ambitieuse commune populaire à n'être plus qu'un cadre administratif à peu près sans contenu. Nous en avons déjà entretenu souvent nos lecteurs (voir la note bibliographique encadrée dans le texte de cet article) et nous nous proposons d'y revenir.

L'article dont nous donnons aujourd'hui la traduction et qui a paru en avril 1962 dans la revue chinoise : *Recherches économiques* sous une double signature (He Zheng et Weiwen) met en évidence un aspect particulier de ce démantèlement des com-

munes : le retour (dans de certaines limites) à la liberté du commerce. Les paysans chinois, on l'a vu plus haut, ont retrouvé dès la fin de 1958 ou le début de 1959 le droit de disposer d'un certain nombre de produits, fruit de leur travail individuel ou paiement de leur participation au travail communal.

Ces produits, les dirigeants communistes ont songé à les faire affluer, en partie tout au moins, vers les villes dont la population ne trouve pas dans les magasins d'Etat tout ce dont elle a besoin. Pratiquer à l'égard de ces produits le système des réquisitions ou des livraisons obligatoires aurait entraîné leur raréfaction, peut-être même leur disparition : c'est là un phénomène que les communistes n'acceptent pas, mais avec lequel ils sont bien obligés de composer. A partir de la fin de 1960, Mao Tsé-toung et ses collègues ont donc non seulement toléré les « **marchés ruraux** », mais encouragé leur développement (1).

Ces « **marchés ruraux** » on le devine, sont l'exact correspondant des « **marchés kolkhoziens** » soviétiques. Ceux-ci sont mieux connus, et l'on sait qu'ils jouent un rôle capital dans le ravitaillement en légumes, en fruits, en produits laitiers et même en viande, des populations urbaines.

Le texte qui suit fournit des indications précieuses sur l'importance des transactions effectuées sur les marchés ruraux : nous les mettrons en relief au passage. Ce que nous voulons souligner ici, c'est l'hommage indirect, non seulement involontaire, mais contraint, que les Soviétiques avec « **les marchés kolkhoziens** », les communistes chinois avec « **les marchés ruraux** » rendent aux principes fondamentaux de l'économie libérale. A chaque fois que l'application des principes communistes mène au bord de la catastrophe les malheureuses populations qu'ils foulent, ils se tirent d'affaire en faisant appel, partiellement, aux principes et aux méthodes du monde libre.

Est-ce que cela ne devrait pas suffire à rendre un peu de confiance en eux-mêmes à tant de gens qui se demandent (et il arrive que ce soit avec la meilleure foi du monde, ce qui n'est pas synonyme de clairvoyance) si les idées maîtresses sur lesquelles reposent la société occidentale n'ont pas épuisé leur vertu.

L'ennemi le dit et le croit sans doute : il est pourtant contraint, dans la pratique, à agir parfois, quand les choses vont trop mal, comme s'il pensait le contraire.

Les passages soulignés dans le texte le sont par nous.

(Suite au verso.)

Tous les renseignements contenus dans EST & OUEST sont publiés en vue de leur diffusion. Nous ne voyons que des avantages à ce que les membres de notre Association utilisent de la manière la plus large la documentation que nous leur fournissons. La reproduction de nos études, documents et informations est libre. Il n'y a aucun droit d'auteur, toutefois nous serions reconnaissants aux utilisateurs de nos textes de bien vouloir nous en aviser ou mieux de nous envoyer les publications justificatives. D'autre part, nous sommes à la disposition des membres de l'Association pour tous renseignements particuliers dont ils pourraient avoir besoin. Adresser la correspondance à EST & OUEST, 86, boulevard Haussmann, Paris (8<sup>e</sup>).

(1) La date à laquelle ces marchés ruraux reçurent une espèce de consécration officielle ne nous est pas connue. Nous pensons qu'elle se place au mois de novembre 1960, pris dans l'article dont nous publions la traduction comme terme de référence. Le texte le plus ancien qui fasse allusion à ces marchés est, à notre connaissance, la résolution du Comité central datée des 14-15 janvier 1961. Il y est parlé des « **marchés primaires dans les villages** ».

## LES MARCHÉS RURAUX

LES marchés ruraux ont joué un rôle de complément par rapport au secteur socialiste planifié depuis leur ouverture; de plus, ils ont stimulé chez les paysans l'esprit de production et contribué au développement de la production des *produits agricoles secondaires* et de l'artisanat. C'est ainsi que, de novembre 1960 à novembre 1961, dans la commune de Ts'iao-se (district de

### Temps et travail perdus en Chine

C'EST une coutume établie dans tous les pays communistes que la publication, dans les journaux du Parti de lettres de lecteurs. En règle générale, ces lettres dénoncent un abus, un désordre, une mal façon, bref, « quelque chose qui ne va pas ». Pour une part, cette dénonciation publique tient lieu de la pression qu'en régime libéral, l'existence de la concurrence (et aussi l'abondance réelle et potentielle des produits) permet à la clientèle d'exercer sur le commerçant et le fabricant. L'expérience montre que, même si elles sont spontanées, ces dénonciations sont orientées, en ce sens que seules sont publiées celles qui vont dans le sens des préoccupations du moment en matière d'abus des maîtres du régime, qui entrent dans le cadre des campagnes entreprises.

Le *Quotidien du Peuple* de Pékin suit, lui aussi, cette coutume. Les lettres qu'il publie émanent souvent de fonctionnaires ou d'employés. Elles sont parfois anonymes. Il arrive qu'on y trouve des renseignements inédits sur les méthodes de travail en Chine.

Celle dont nous donnons la traduction ci-dessous a paru dans le *Quotidien du Peuple* du 10 juin 1962 (les passages soulignés le sont par nous) :

*« Je travaille comme cadre dans le bureau industriel de ma province. En février dernier, j'ai été envoyé à Tchong-King par mes supérieurs pour m'occuper spécialement de la livraison de l'acier attribué par l'Etat à notre bureau. Tout mon travail consiste à me rendre une fois par semaine au siège des aciéries de Tchong-King et à celui de l'aciérie n° 2 pour recopier les chiffres d'expédition de chaque usine et en rendre compte à mon bureau ; lorsque les aciéries ne font pas d'expédition, je n'ai pas à écrire de rapport.*

*« Cette année, les aciéries de Tchong-King et l'aciérie n° 2 ont pu exécuter honnêtement leurs contrats et ont pratiquement livré dans les délais prescrits la quantité et la qualité d'acier stipulées par les contrats. Il n'est pas nécessaire dans ces conditions d'envoyer quelqu'un pour vérifier les livraisons. Si, par hasard, certaines entreprises ne respectent pas leurs contrats et qu'il est nécessaire d'envoyer quelqu'un pour s'occuper de leur exécution, ne suffirait-il pas d'en charger un seul organisme par province au lieu de laisser le service des matières premières et celui de l'industrie mécanique, sans parler des bureaux et des usines, envoyer chacun un employé, ce qui représente un grand gaspillage en hommes et en argent. Il m'arrive, en effet, souvent, lors de mes visites aux aciéries de Tchong-King et à l'aciérie n° 2, de rencontrer un bon nombre d'employés faisant le même travail que moi. »*

\*\*

A quoi sert d'aller vérifier chaque semaine chez les fournisseurs s'ils ont bien fait les livraisons dues ? Cela devrait se voir au lieu d'arriver. Va-t-on aussi voir dans les organes de transport s'ils ont bien acheminé les produits en question ? En régime libéral, de pareils à-coups sont vraiment l'exception. Ils sont la règle en régime communiste, par suite de la disparition de la responsabilité économique personnelle directe.

Yu-hang, province du Tchekiang), le nombre des porcs a augmenté de 22,7 %, celui des moutons de 90,5 %, celui des volailles de 94,6 % et celui des lapins de 63,5 %. Ou encore la production familiale annuelle des habitants des communes du district de Wen-hsi (Shansi) a dépassé quatre millions de nattes, paniers, balais, corbeilles, etc.

[On voit ici que la production agricole dite secondaire n'est pas sans importance : il semble en effet qu'elle comprenne essentiellement l'élevage. Les produits primaires sont le riz, le blé, le coton, etc. Les produits de la troisième catégorie dont il est parlé plus loin sont, en gros, ceux que nous qualifierions d'horticoles.]

« Le développement de la production des produits agricoles secondaires a donné le coup de fouet à l'activité des marchés ruraux. En moyenne, d'après les enquêtes qui ont été faites, le nombre des produits mis en vente dans un marché rural dépasse la centaine et le volume des transactions se situe aux alentours de 3.000 dollars chinois.

« Le développement de la production des produits agricoles secondaires a également permis aux brigades de production et aux membres des communes d'augmenter leurs revenus collectifs et domestiques. Ainsi, par exemple, en 1961, les revenus collectifs de la brigade de Chang-ping (commune de Hong-shui, district de Wu-hsiang, Shansi) se sont élevés à 5.100 dollars, ce qui représente une augmentation de 31 % par rapport à 1960; les revenus de la production domestique des membres de la commune — qui s'élevaient en moyenne à 12,6 dollars par tête en 1960 — ont atteint 16,6 dollars en 1961. L'augmentation des revenus agricoles secondaires et les facilités d'écouler les surplus locaux comme de pallier les défaillances locales fournies par les marchés ruraux jouent un rôle non négligeable dans l'amélioration des conditions d'existence dans les communes.

[Rappelons que les marchés ruraux sont alimentés de deux façons en produits agricoles.

1° La brigade de production a le droit de conserver pour elle une part des quantités produites en plus du plan. Elle la répartit entre les petites brigades de production. Il est probable que celles-ci également ont le droit de conserver pour elles une partie de leur production supplémentaire. D'où des revenus privés collectifs, si l'on peut dire.

2° Chaque famille a retrouvé sa minuscule parcelle de terre où ce qu'elle récolte lui appartient. D'où des revenus privés individuels.]

« Le développement de la production des produits agricoles secondaires et l'augmentation des revenus collectifs et individuels des membres des communes ont créé des conditions favorables à l'intensification des échanges entre ville et campagne aussi bien qu'inter-régionaux, et donné un coup de fouet à l'économie tant rurale qu'urbaine. Il est inutile de rappeler que c'est principalement sous la forme d'échanges commerciaux que les diverses unités économiques des communes populaires aussi bien que les membres de ces communes satisfont leurs besoins tant sur le plan de la production que sur celui de la vie courante.

« Il y a actuellement en Chine environ 40.000 marchés ruraux dont le plus grand nombre est situé dans la plaine et les montagnes et qui traitent toutes sortes de produits tels que : volailles, œufs, pastèques, légumes et produits de la montagne. Dans le volume total des transactions, la part des particuliers s'élève à environ 60 % et les échanges entre particuliers à 70 %;

80 % des produits faisant l'objet de transactions appartiennent à la troisième catégorie des produits agricoles. On peut y voir la preuve que le commerce des marchés ruraux consiste bien essentiellement en l'échange de produits agricoles de la troisième catégorie entre membres des communes et donc qu'il se présente comme un complément des secteurs nationalisés et coopératif. C'est pourquoi l'ouverture des marchés ruraux par le Parti et l'Etat est bien une politique correcte et nécessaire répondant aux besoins de la planification, de l'organisation et du dirigisme. Elle sert à stimuler le développement de la production des produits secondaires de l'agriculture, accroître les revenus des membres des communes, vivifier l'économie rurale et activer les échanges entre ville et campagne...

[Les échanges commerciaux dont il est parlé ici sont les échanges en quelque sorte officiels, ceux qui ont lieu par l'intermédiaire des organismes commerciaux de l'Etat. Le rétablissement de ces « échanges commerciaux » était une première concession au bon sens : auparavant, les échanges se faisaient à l'intérieur des communes, sans tenir compte de la valeur commerciale. Il y avait répartition selon les besoins, non échange commercial.]

« Cependant, à côté des secteurs nationalisés et coopératif, les transactions réalisées sur les marchés ruraux ont permis de rendre plus facile l'écoulement des excédents et de pallier les défaillances locales de la campagne, des régions, des communes, des brigades ou même des individus et de satisfaire à la demande. Non contents de satisfaire les besoins des consommateurs ruraux, les marchés ruraux permettent aux secteurs nationalisés et coopératif de s'approvisionner à l'occasion en produits agricoles secondaires, en complément des achats prévus par le plan et de satisfaire aux besoins des consommateurs urbains. La part des secteurs nationalisés et coopératif dans l'achat de produits agricoles secondaires s'est élevée en 1961 à 10 % des transactions effectuées sur les marchés ruraux. Pendant le premier trimestre 1961, le secteur nationalisé a acheté pour 26,5 % de plus que pendant le premier trimestre de l'année précédente de petits instruments agricoles et autres produits secondaires tant par contrat que sur les marchés ruraux, dans le district de Chang-an (Shansi). La coopérative d'achat de Pan-long (district de Wu-hsiang, Shansi) a augmenté de mois en mois ses achats de produits agricoles secondaires tout en élargissant son rayon d'action et avait atteint dès octobre dernier, avec deux mois d'avance, les objectifs fixés pour les achats de produits secondaires, réalisant à 102 % le plan de l'année.

« La pratique a prouvé que, tout en palliant les insuffisances des secteurs nationalisés et coopératif, l'ouverture des marchés ruraux a facilité la répartition harmonieuse des produits entre les membres des communes et créé une voie d'approvisionnement plus directe pour les secteurs nationalisés et coopératif. La coopérative d'achat de Pan-long, par exemple, a acheté 67.000 catty de produits secondaires, tandis que de janvier à novembre 1961, les paysans ont apporté sur le marché environ 110.000 catty de produits locaux et acheté 98.000 catty de produits manufacturés, résolvant ainsi le problème du transport des marchandises à courte distance et permettant à l'Etat de réaliser des économies sur la manutention et le transport des marchandises.

[Il est bien permis de commenter avec une certaine ironie de pareilles déclarations.

« Harmonieux » est un mot que les socialistes de toutes les écoles ont emprunté à Fourier. Ils entendent substituer, à l'anarchie et aux désordres de la produc-

## SUR LES COMMUNES POPULAIRES

### Note bibliographique

Le démantèlement progressif, mais rapide, et aujourd'hui à peu près total des communes populaires chinoises n'est plus contesté par personne. M. Robert Guillain a publié sur le sujet, dans *Le Monde*, le 26 septembre 1962, un article auquel il a précisément donné ce titre (« Le démantèlement des communes rurales ») et qui devrait d'autant mieux mettre fin au mythe (un moment vraiment dévastateur) des communes populaires que le journal où a paru cet article fut de ceux qui contribuèrent le mieux à le répandre.

Nos lecteurs nous permettront de leur rappeler les études d'*Est & Ouest* dans lesquelles, à partir de janvier 1959, nous avons signalé et étudié les différentes étapes de ce démantèlement.

16-31 janvier 1959, n° 208 : **Les communistes chinois analysent l'expérience des « communes populaires ».**

1<sup>er</sup>-15 octobre 1959, n° 222 : **Le VIII<sup>e</sup> Plenum du C.C. du P.C. chinois, les communes populaires et la révision du plan.**

16-31 décembre 1959, n° 227 : **Difficultés alimentaires en Chine (1).**

1<sup>er</sup>-31 mars 1960, nos 232-233 : **Les révolutions agraires en Chine.**

1<sup>er</sup>-15 juillet 1960, n° 240 : **M. Charles Bettelheim et « l'impossibilité pratique des statistiques de propagande en régime socialiste ».**

1<sup>er</sup>-15 mars 1961, n° 253 : **La famine en Chine et les « observateurs » occidentaux.**

16-31 juin 1961, n° 260 : **L'éclipse des « communes populaires ».**

1<sup>er</sup>-15 juillet 1961, n° 261 : **« Petites libertés » et « loisirs organisés » en Chine populaire.**

(1) La date à laquelle a paru cet article et son titre font justice de l'opinion, fort répandue, selon laquelle la crise alimentaire ne daterait en Chine que de 1961, ou, au plus de 1960. Elle était déjà sensible dès le milieu de 1959. La résolution publiée à l'issue de la VIII<sup>e</sup> session du C.C. du P.C. chinois faisait déjà état de graves calamités naturelles ayant affecté la production agricole — argument connu — et, dans un autre passage, signalait qu'« une certaine tension avait été observée sur les marchés pour l'approvisionnement en une partie insignifiante des marchandises ». Selon une tradition encore plus ancienne, cette tension était attribuée à « la croissance rapide du pouvoir d'achat de la population ».

tion commandée par le marché, une répartition des tâches et des produits qui serait harmonieuse, parce que rationnelle, organisée selon un plan. Or, voici que les échanges effectués selon les méthodes du libre commerce assurent une répartition plus harmonieuse que les méthodes planifiées.]

« Les marchés ruraux sont actuellement en Chine un complément au marché unifié socialiste. C'est pour cela qu'ils sont radicalement différents des anciens marchés libres :

« 1° Ils ne représentent pas la forme principale d'échange dans la campagne et ne canalisent plus la circulation des marchandises et capitaux dans les relations entre industrie et agriculture ou ville et campagne. Actuellement, la principale forme d'échange à la campagne, le canal principal de la circulation des marchandises et des capitaux entre industrie et agriculture, ville et campagne, ce sont les secteurs socialistes nationalisés et coopératif par rapport auxquels les marchés ruraux ne jouent qu'un rôle secondaire de complément.

« 2° Les marchandises mises en vente sur les marchés ruraux ne représentent plus qu'une petite partie des produits commercialisés de la production rurale secondaire. Elles se limitent à quelques articles particuliers d'usage courant et aliments secondaires nécessaires à la production ou à la vie quotidienne, c'est-à-dire les produits agricoles de troisième catégorie et l'excédent des produits de deuxième catégorie après fourniture des quantités imposées... Les produits de l'industrie nationalisée, eux, relèvent tous du secteur planifié et ne sauraient en aucun cas faire l'objet de transactions entre particuliers sur les marchés.

« 3° Le domaine des marchés est essentiellement la campagne, c'est-à-dire les chefs-lieux de districts et agglomérations plus petites.

« 4° Peuvent participer aux marchés ruraux : les organismes de commerce nationalisés, les coopératives d'achat, les magasins coopératifs, les groupes coopératifs, les unités de production artisanales, les unités économiques des communes populaires et les consommateurs particuliers. Il n'est pas permis aux spéculateurs d'avoir accès au marché. Quant aux organisations, groupements, entreprises industrielles, écoles et autres collectivités, il leur est nécessaire d'obtenir l'autorisation de l'administration des marchés pour avoir le droit de faire des achats sur les marchés. Les personnes autorisées à participer à un marché ne peuvent vendre que leurs produits personnels et n'ont le droit d'acheter que sur les marchés les plus proches; elles peuvent également se livrer au transport à courte distance. Cependant, il n'est pas permis de se livrer au transport à grande distance ni de faire du commerce ailleurs qu'à la campagne.

« 5° L'économie de type socialiste occupant sans conteste une place prédominante dans le système socialiste chinois, il nous est possible de recourir, sous certaines conditions, à la forme d'échange que sont les marchés ruraux.

« D'après les caractéristiques analysées ci-dessus, nous sommes en mesure de définir la nature des marchés ruraux. Les marchés ruraux, il est permis de le dire, ont une nature double : ils sont, d'une part, le complément du secteur socialiste dans son ensemble, restant sous la direction et le contrôle du secteur nationalisé et du secteur coopératif; ils jouent de ce fait un rôle positif certain dans la construction socialiste et le développement de la production industrielle et agricole. Cependant, *ils n'en sont pas moins soumis d'autre part au caractère spontané des lois du marché et il n'est pas exclu que, si on leur laisse trop de liberté et qu'on néglige d'y apporter direction et contrôle, une tendance spontanée au capitalisme puisse s'y manifester*, tendance pouvant avoir sur la réalisation du plan d'achat des produits secondaires de l'agriculture et la stabilité des prix planifiés une influence négative...

« Le commerce des marchés ruraux est, dans un sens, destiné à servir la production des parcelles individuelles, des activités domestiques secondaires et de l'artisanat domestique. Ces différentes productions ont des caractères com-

muns qui peuvent se résumer par les points suivants : 1° productions dépendant des conditions naturelles locales; en plus des articles consommés par les producteurs eux-mêmes, il subsiste un excédent qu'il est nécessaire d'échanger; 2° il s'agit d'une production complexe, de quantités restreintes, de lieux de production dispersés; 3° la production est intégralement propriété individuelle des membres de la commune. Les marchés ruraux sont bien une forme d'échanges adaptée à ce type de production. »

Il n'est pas inutile de souligner ce qu'a de fallacieux l'argument qui réduit les marchés ruraux à un « rôle secondaire de complément ». C'est sans doute vrai quant au volume des transactions (encore qu'on aimerait pouvoir procéder à des comparaisons chiffrées). Mais l'importance des marchés ruraux n'est pas proportionnelle au volume des transactions. Ils sont liés, comme nos auteurs le reconnaissent, au système des parcelles individuelles. Sans celles-ci, les paysans chinois (comme les paysans soviétiques) ne pourraient pas vivre. Khrouchtchev l'a reconnu cent fois pour ce qui de l'U.R.S.S., et la situation est la même en Chine. L'orgueilleuse construction de l'industrie soviétique repose donc sur l'économie « précapitaliste » que constituent les exploitations individuelles des kolkhoziens.]

## COMMUNISTES SUD-VIETNAMIENS A MOSCOU

Créé à Hanoï, le « Front national de libération du Sud-Vietnam » n'est, en réalité, qu'une organisation communiste camouflée, véritable satellite du P.C. du Nord-Vietnam. C'est ce « Front » qui dirige, tant sur le plan politique que militaire, les activités subversives auxquelles se livrent les guérillas communistes Viet-Congs, introduits clandestinement au-delà du 17° parallèle ou à travers la frontière laotienne, dans le Vietnam du Sud.

Au mois de juin, la « Commission Internationale de Contrôle » publiait un rapport qui établissait nettement la responsabilité des autorités de Hanoï dans les événements qui ensanglantent le Sud-Vietnam et qui, rien que depuis le début de l'année, ont fait plus de dix mille morts.

Officiellement, le but poursuivi par les dirigeants du « Front » est de rétablir l'unité vietnamienne. En fait, il s'agit surtout pour les communistes de Hanoï de tenter de renverser le régime établi à Saïgon, d'y installer une équipe crypto-communiste qui ouvrirait des « négociations » avec le gouvernement de Ho Chi-minh en vue de la « réunification » vietnamienne. Cette « réunification » ne signifiant rien d'autre que la transformation du Vietnam du Sud en une région de la République populaire vietminhienne.

C'est ce qu'ont expliqué d'ailleurs les dirigeants du « Front ». Le président du Comité central du F.N.L.S.V., le camarade *Nguyen Huu Tho*, a envoyé un message à Gromyko, co-président de la conférence de Genève sur le Laos, pour lui demander qu'il soit mis fin à « l'intervention américaine au Vietnam du Sud » de manière que « la population sud-vietnamienne puisse résoudre elle-même ses problèmes intérieurs ».

Les mêmes propos furent tenus à Prague, puis à Moscou par le secrétaire général du Comité central du Front, le camarade *Nghuen Van Huu*, au cours de conférences qui reçurent une très large publicité dans la presse soviétique et tchécoslovaque. *Nghuen Van Huu* devait d'ailleurs rencontrer des responsables soviétiques lors d'une réunion organisée à l'ambassade du Nord-Vietnam à Moscou par *Nghuen Van Quin*, représentant de Ho Chi-minh en U.R.S.S.